



DÉCRUE REMARQUABLE EN ALGÉRIE, AVEC 123 CAS DE CONTAMINATION AU CORONAVIRUS ET 4 DÉCÈS

La pandémie sera-t-elle bientôt un fait du passé?

P.4



GRUPE CONDOR

Moussa Benhamadi innocenté et réhabilité par la Justice à titre posthume

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 24 FÉVRIER 2022 // N°250 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

L'ALGÉRIE SE RELANCE DANS LA COURSE AU GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le Nigeria-Morocco Gas Pipeline est un «fait médiatique, non économique»

P.5

MENTALITÉ DÉCOMPLEXÉE, PORTES OUVERTES SUR L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF ET RELANCE ÉCONOMIQUE

Ce qu'il faut retenir du «discours koweïtien»

● LE KOWEÏT, APRÈS LE QATAR, LA "BONNE PÊCHE" DE TEBBOUNE

P.3

UNE CAUSE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Un avocat espagnol au service de la DGED se défend d'être à la solde du Makhzen

P.2

FORCING DE LA DIPLOMATIE PARALLÈLE ET DE LA BATTERIE MÉDIATIQUE MAROCAINE POUR FAIRE FLÉCHIR MADRID

Le Maroc à l'offensive pour faire plier l'Espagne sur le Sahara occidental

P.10



Photo: DR

La nouvelle loi sur l'investissement sera prête « dans un mois »

P.4

Les 3 cas où l'allocation chômage peut être retirée

P.2



Photo: DR



200 MILLIONS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS EN LIBYE POUR SONATRACH

Le volume des investissements de l'entreprise nationale en matière d'exploration en Libye avoisinera prochainement les 200 millions de dollars, contre 150 millions de dollars actuellement ; les capacités et les expertises des filiales relevant de Sonatrach en matière de

prestations pétrolières dans toutes les étapes des opérations pétrolières, à savoir la géophysique, l'exploration, le forage des puits, la maintenance, la construction, les installations et la formation des compétences seront les atouts de ce savoir-faire. Les capacités de Sonatra-

ch ont été présentées aux représentants du partenaire libyen, en vue de la contribution du groupe au retour des capacités de production libyennes à leur niveau habituel, dans un contexte où la demande mondiale de pétrole et de gaz naturel est en hausse.

DES HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS EN VISITE EN ALGÉRIE EN JUIN

Des hommes d'affaires américains en visite en Algérie en juin pour des partenariats à long terme long terme en Algérie" est prévue pour le mois de juin, a indiqué mardi un communiqué de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA).

Cette annonce a été faite lors d'une rencontre qui a réuni mardi la présidente de la Confédération générale des entreprises



algériennes (CGEA), Saïda Neghza, et l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Eliza-

beth Moore Aubin, au siège national de l'organisation patronale, a ajouté la même source.

LE PROCÈS DE L'ANCIEN WALI DE MÉDÉA ROUVERT HIER AU TRIBUNAL DE SIDI MOHAMED

Le procès de l'ancien wali de Médéa, Mustapha Layadi a débuté hier, au niveau du pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger). Comme

rapporté dans une précédente « confidentielle », Mustapha Layadi est poursuivi pour corruption, abus de fonction et dilapidation de deniers publics.

L'ALGÉRIE CONDAMNE, PAS LE MAROC

LA « STRATÉGIE DU SILENCE » DU ROYAUME AVEC LES PUTSCHS MILITAIRES AU SAHEL

Le Mali, la Guinée et le Burkina Faso ont été le théâtre de coups d'État ces deux dernières années. Quelle est la stratégie du royaume pour préserver ses bonnes relations avec ces pays du Sahel ? « Motus et bouche cousue ». L'expression résume la ligne de conduite adoptée par la diplomatie marocaine face à la succession de coups d'État au Sahel.

Dernier épisode en date, fin janvier 2022, au Burkina Faso, quand les militaires renversent le



président Roch Marc Christian Kaboré et s'emparent des rênes du pouvoir. Un putsch condamné par la Cedeao, l'Algérie et la majorité des pays occidentaux, dont la France, rappellent des experts. Le Maroc, allié tradi-

tionnel du Burkina Faso, a préféré garder le silence, bien qu'il ne soit pas indifférent aux événements. C'est d'ailleurs dans le royaume que l'ancien président Blaise Compaoré avait trouvé refuge après sa démission.

COMMENT MACRON A IMPLIQUÉ TOUTE L'EUROPE AU MALI LA STABILITÉ DU SAHEL, VUE PAR L'ELYSÉE

Pour annoncer le "retrait coordonné" de Barkhane au Mali d'ici à six mois, après neuf ans d'intervention au bilan mitigé, Macron a dû souffrir. Car l'Elysée le martèle : la "stabilisation" du Sahel est l'affaire de tout le Vieux Continent.

Encore faudrait-il que les Vingt-Sept s'accordent sur la marche à suivre. "Il y a des divisions claires entre les Etats membres sur la nature de l'engagement

au Sahel, constate Volker Hauck, chercheur au think tank European Centre for Development Policy Management,

basé aux Pays-Bas. Le gros éléphant dans la pièce, c'est la divergence entre la France et l'Allemagne."

ALORS QUE L'ALGÉRIE EST « EXPORTATRICE » DE MÉDECINS : LE MAROC RÉDUIT LES ANNÉES DE FORMATION DES MÉDECINS POUR GÉRER LE DÉFICIT DE PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Le Maroc a besoin d'au moins 32 000 médecins pour son système de santé. Pour le gouvernement, ce déficit est un frein à la réalisation de ses ambitions en matière de protection sanitaire. La durée de formation des médecins au Maroc passera de 7 à 6 ans. C'est l'information contenue dans une note du ministère de l'Enseigne-

ment supérieur signée le jeudi 17 février, à l'endroit des présidents des universités publiques. Cette mesure est présentée comme une solution pour gérer le déficit de professionnels dans le pays. « Le rythme de formation des cadres médicaux tel qu'il est actuellement ne permettra pas à notre pays d'atteindre ses objectifs », informe le document.

Au Maroc, le déficit en personnel de santé est estimé à un peu plus de 32 000 médecins et 65 000 infirmiers. Un déficit qui s'est le plus fait sentir avec la crise sanitaire due à la covid-19. L'objectif est d'atteindre un ratio médecin/habitants convenable, la moyenne mondiale étant de 13 médecins pour 10 000 habitants, et 7 pour 10 000 au Maroc.

Les 3 cas où l'allocation chômage peut être retirée

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa a révélé, hier, que l'allocation chômage sera retirée dans trois cas, niant que la durée de bénéfice soit fixée à six mois.

1- En cas de refus de deux offres d'emploi ; 2- en cas de refus d'intégrer un poste de travail après une formation de courte durée ou en cas de départ après avoir rejoint un centre de formation, dont une convention est signée avec le ministère de la Formation professionnelle pour assurer des formations aux bénéficiaires ; 3- en cas d'embauche du bénéficiaire.



Par ailleurs, le ministre a démenti les informations selon lesquelles la durée du bénéfice de ladite allocation soit fixée à six

(6) mois, affirmant qu'elle sera maintenue jusqu'à ce le bénéficiaire soit embauché dans un poste permanent.

AFFAIRE DU GROUPE BENAMOR : REPORT DU PROCÈS AU 9 MARS PROCHAIN

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté hier, au 9 mars prochain, le procès des accusés dans l'affaire du groupe agroalimentaire "Benamor". En effet, le procès a été reporté pour des raisons de santé de

l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, poursuivi dans l'affaire Benamor. Sont poursuivis également dans l'affaire du groupe Benamor plusieurs anciens responsables. Il s'agit des anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdel-

malek Sellal, ainsi que l'ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, pour dilapidation de deniers publics, blanchiment d'argent, obtention d'indus avantages et exploitation illégale de terres agricoles.

UNE CAUSE PEUT EN CACHER UNE AUTRE : UN AVOCAT ESPAGNOL AU SERVICE DE LA DGED SE DÉFEND D'ÊTRE À LA SOLDE DU MAKHZEN

Un des avocats qui ont porté plainte contre la présence du président de l'Etat sahraoui, Ibrahim Ghali, n'est autre qu'un avocat espagnol dans la femme, une Marocaine, et les enfants résident au royaume de Sa Majesté. Motif politique ? Non, non, pas du tout ; l'avocat Urdiales est un correspondant de la DGED marocaine, comme

beaucoup de journalistes, eurodéputés et parlementaires européens siégeant à Bruxelles et les grandes capitales d'Europe. Selon le journaliste espagnol, spécialiste des questions marocaines, Ignacio Cembrero (lire pages centrales), Urdiales, marié à une Marocaine et ayant de la famille au Maroc, se plaint de l'interruption du trafic mari-

time de passagers à travers le détroit de Gibraltar qui l'empêche de voyager en ferry jusqu'à Tanger. Ce trafic est suspendu pour des raisons sanitaires depuis mars 2020, donc bien avant que n'éclate la crise. Il se défend pourtant et répète qu'il n'est pas à la solde du makhzen. Mais qui s'excuse s'accuse, dit le vieil adage.

NOUVELLE MENTALITÉ, PORTES OUVERTES SUR LE MONDE, INVESTISSEMENT ET RÉTABLISSEMENT ÉCONOMIQUE

Ce qu'il faut retenir du « discours koweïtien »

Après le Qatar, le Président Abdelmadjid Tebboune a effectué une visite officielle au Koweït les 22 et 23 février 2022, en réponse à l'invitation de l'Emir du Koweït, Nawaf al-Ahmad al-Jaber al-Sabah.



Les deux parties ont affirmé leur détermination à travailler à tout ce qui renforcerait les relations fraternelles entre elles et les déplaceraient vers de nouveaux horizons qui reflètent leur profondeur, et ont mis en place des mécanismes et des accords appropriés qui reflètent cette volonté, consolident la concertation et la coordination politiques et encouragent les investissements directs dans les secteurs public et privé, a indiqué hier, un communiqué de la Présidence de la République publié sur sa page Facebook. Lors de sa rencontre avec la communauté nationale établie au Koweït, le président Tebboune a tenu à explicité ce qu'il entendait par « Algérie Nouvelle » : « Je ne parle pas d'un président nou-

veau ou d'un ministre nouveau, mais de mentalités nouvelles ; d'une nouvelle mentalité, décomplexée, de portes ouvertes sur le monde, d'investissement et de rétablissement économique ».

Il a également été convenu d'exhorter les opérateurs économiques à exploiter les opportunités d'investissement disponibles dans les deux pays, en chargeant les deux gouvernements de prendre les mesures appropriées pour fournir le soutien nécessaire et le climat le plus approprié pour la réussite des opérations d'investissement. Dans le domaine des hydrocarbures, les deux parties sont convenues de renforcer

les opportunités d'investissement et d'échanger des expériences, selon le même communiqué. La partie koweïtienne a également exprimé sa gratitude pour le soutien de l'Algérie au candidat de l'État du Koweït, qui a été élu à la tête du Secrétariat général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole « OPEP ». Compte tenu de leur intérêt commun pour les questions de paix et de développement, notamment en Afrique, et de leur souci de renforcer le partenariat arabo-africain, les deux parties ont convenu d'une coopération entre le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et l'Agence

algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement dans le domaine de l'accompagnement de projets de développement dans les pays africains, notamment les pays sahéliens et sahariens. Au-delà des discours et des projections d'avenir, il y a aussi à observer comment deux petits émirats, comme le Qatar et le Koweït ont très vite grimpé les échelons et devenu riches, se posant désormais comme des puissances économiques qui comptent. Quels en furent leurs références, les appuis et leurs moyens ? Autant de repères qui, au bout du compte, font la différence. **I.M.**

C'EST LE PRÉSIDENT LUI-MÊME QUI EN FAIT LA DÉCLARATION

La nouvelle loi sur l'investissement sera prête « dans un mois »

Le nouveau code de l'investissement sera bientôt présenté a annoncé, hier mardi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'une rencontre avec les membres de la communauté algérienne établie au Koweït, où il était en visite officielle de deux jours.

L'investisseur peut faire des bénéfices et transférer ses dividendes et l'État le protégera », a affirmé le chef de l'État. « Nous sommes sur le point, peut-être dans un mois, de publier le nouveau code de l'investissement et ces remarques seront prises en charge », a déclaré le président de la République, précisant que tous les types d'investissement, national ou étranger, public ou privé, seront pris en compte. Le président Tebboune a

indiqué que « l'Algérie nouvelle ne signifie pas un nouveau président ou un nouveau ministre, mais de nouveaux comportements ». Le chef de l'État a indiqué que « l'Algérie nouvelle signifie une Algérie qui n'a pas de complexe ni vis-à-vis de l'investissement ni vis-à-vis de la venue d'investisseurs de pays frères. Nos cadres aujourd'hui sont tous intègres et travaillent uniquement pour l'intérêt du pays ». **I.M.**

DÉBAT HOULEUX EN PERSPECTIVE AUJOURD'HUI À L'APN

ÉPREUVE ORALE POUR 5 MINISTRES

Les débats risquent d'être houleux aujourd'hui au sein de l'émicycle Zighout Youcef. En effet, l'Assemblée populaire nationale tiendra, dès le matin, une séance plénière, avec au programme 17 questions orales à cinq ministres.

Un communiqué précise que les questions programmées se répartissent comme suit :

- trois questions au ministre des Cultes et des waqfs
- quatre questions au ministre des Transports
- trois questions au ministre du Tourisme et de l'Artisanat
- quatre questions au ministre de la Santé
- trois questions au ministre de l'Environnement.

I.M.Amine

IL SERA SOUTENU PAR LE FLN ET LES INDÉPENDANTS NOTAMMENT

Vers la reconduction « sans surprise » de Salah Goudjil à la tête du Conseil de la nation

Après le renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation et la désignation des membres au titre de tiers présidentiel le semaine dernière, la question de la reconduction de l'actuel président du Sénat, revient au-devant de la scène. Selon nos sources, et au vu des soutiens dont il bénéficie, Goudjil sera certainement reconduit à la majorité.

Indice le plus probant : après la réunion d'hier, au siège du parti, le secrétaire général du Front de

libération nationale, Abou al-Fadl Baadji, a ordonné au groupe parlementaire de son parti de renouveler la confiance dans la candidature de Salah Goudjil pour sa propre succession à la tête de l'Assemblée nationale.

« C'est dans cette optique que baadji a désigné au poste de président du groupe parlementaire du FLN au Sénat Mustafa Djebban », affirme une source du parti à « L'Express ».

De son côté, le RND a aussi donné des

orientations pour soutenir la reconduction de Goudjil à la tête de la Chambre Haute ; le secrétaire général du Rassemblement national démocratique, Tayeb Zitouni, a rencontré hier, des membres du bloc du parti, à leur tête, Afif Senoussa, pour unifier la position du RND sur la session qui sera tenue aujourd'hui. Avec l'appui du FLN, du RND et des indépendants, Goudjil est largement assuré de terminer la course en tête.

M.Emad-Eddine**L'édito**

■ Par Zahir Mehdaoui

**Les élèves, ces éternels otages**

L'école sera de nouveau, à partir de la semaine prochaine sujette à des perturbations. Le CNAPESTE qui a déjà lancé en octobre de l'année passée une grève de deux jours reconductibles, a décidé de reconduire à partir de ce 28 février sa grève cyclique. Les élèves, ces éternels otages, qui bénéficient déjà depuis le début de la pandémie du Covid-19 d'une scolarité erratique vont encore devoir abandonner deux jours par semaine, à partir de lundi prochain, les bancs de leur école.

Les effets néfastes de ces grèves récurrentes qui font perdre chaque année aux élèves des centaines d'heures de cours, ne sont un secret pour personne. Décrochage, stress, perte de concentration, baisse de niveau... l'école algérienne va très mal, elle régresse d'année en année en raison de l'instabilité chronique dont elle fait l'objet, qu'elle accumule, selon certains experts, un retard de dix ans sur le plan international.

Devant cette situation, l'idéal serait la conjugaison des efforts de tous les acteurs du secteur pour arrêter cette régression et tenter d'améliorer un tant soit peu le niveau des élèves. Mais au lieu de cela, certains tentent d'entretenir l'agitation et de jeter le désarroi dans les rangs des élèves et de leurs parents. Aussi légitimes que soient les revendications socioprofessionnelles des syndicats du secteur, la situation actuelle où l'école ne fonctionne qu'à demi-régime à cause du Covid-19 n'autorise aucune perturbation ou arrêt de cours.

L'école en cette période de pression sanitaire doit être mise à l'abri de toute agitation syndicale. Les élèves ont besoin de sérénité pour terminer cette année scolaire déjà très agitée. Les syndicats du secteur sont appelés, en raison des circonstances particulières que vit le pays, à mettre l'intérêt de l'école et de l'élève au dessus de toute autre considération. Quelques semaines seulement nous séparent des examens de fin d'année (BEM et Bac), et l'on ne veut pas assister comme l'année dernière à des examens au rabais avec des notes d'admission sous la barre de 10/20.

Il faut le dire, les grèves en préparation dans le secteur sont malvenues. Elles ne feront que compliquer la situation de l'école déjà très complexe. Le droit à la grève s'il n'est pas exercé à bon escient en tenant compte des circonstances du moment, ne peut être qu'un abject chantage. Nos élèves ont assez perdu d'heures de cours durant ces deux dernières années, cela suffit ! Au projet de loi-cadre relatif à l'exercice de l'action syndicale dans différents secteurs que prépare actuellement le gouvernement, une charte de l'éthique pour le secteur de l'éducation, doit également être élaborée pour protéger de tout comportement irresponsable.

Z. M.

ILS SERONT INTÉGRÉS À TEMPS PARTIEL AVEC UN RELÈVEMENT DE SALAIRE

L'intégration de tous les pré-employés achevée en 2022

« Tous les dispositifs de pré-emploi seront unifiés » a indiqué, hier, le ministre du travail et la sécurité sociale, Youcef Charfa. « Nous sommes entrain d'unifier tous les dispositifs de pré-emploi », fait-il savoir montrant que l'extinction des dispositifs d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP) et d'Aide à l'Insertion Sociale (DAIS) sera définitif en 2022. « En juin prochain pour le DAIS et la fin 2022 pour le DAIP ».

Zakaria Sofiane Loutari

Les pré-employés de ce dispositif seront intégrés, à temps partiel de 5 heures/jour, avec un relèvement de salaire et une prise en charge à la CNR avec une pérennité de l'emploi. Alors que pour le DAIP, qui sera reconverti à un contrat CDI, et de facto inscrit à la fonction publique bénéficient du décret d'intégration définitive obligatoire promulgué en 2019 ».

Charfa informe que le taux d'intégration entamé en 2020 est à 47% et le reste sera entre 2022-2023. « D'ici à là ce dispositif est également appelé à disparaître ».

Le ministre est revenu également sur l'allocation chômage pour expliquer comment procéder et qui bénéficiera du dispositif nouvellement institué, à savoir l'allocation chômage, qui est destinée à tout pré-demandeur d'emploi, sans condition de formation dans la frange d'âge 19-45, résident en Algérie et en situation régulière vis-à-vis du service national et qui ne soit pas inscrit dans un emploi déclaré.

« Quand on dit un emploi déclaré c'est qu'on le retrouve dans un organisme de

AUCUNE COMPÉTITIVITÉ
POSSIBLE SANS LE RESPECT
DES NORMES
INTERNATIONALES

POURQUOI LES EXPORTATIONS DOIVENT SE PLIER À UNE RIGUEUR

I.Med

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a souligné, mercredi dans la wilaya de M'sila, la nécessité de respecter les normes internationales dans la fabrication des produits industriels pour garantir la compétitivité sur le marché international. Lors de son inspection et inauguration d'une usine de fabrication de plaques de plâtre dans la localité de Taouab dans la commune de Tamsa, le ministre a indiqué que "la compétitivité au niveau des marchés internationaux repose sur le respect des normes industrielles du produit que l'on souhaite exporter", ajoutant que cette usine, réalisée dans le cadre d'un investissement privé, compte parmi les entreprises productives tenues d'appliquer les conditions de compétitivité pour mettre ses produits sur le marché international. Zeghdar a également mis l'accent, sur la nécessité d'élargir la formation dans le domaine de spécialisation de cette entreprise afin de pouvoir écouler davantage son produit et booster la demande en la matière. Il a également promis de soutenir cette entreprise pour élargir ses carrières de plâtre en vue d'augmenter sa production. Cette usine compte neuf unités



sécurité sociale, au niveau de la CNAS possédant un numéro d'assurance ou la CASNOS où il est porteur de projet ou il est à la tête d'une entreprise ou au niveau de la CNR qui ne perçoit des reversions de retraite », explique M. Charfa résumant en un mot que le jeune « ne soit pas détenteur d'un revenu ». Pour la procédure, il indique que l'accessibilité au portail dédié à cet effet est facile et simple. Nous avons deux plateformes, dit-il, les jeunes n'ont pas à se déplacer et à distance ils se font inscrire sur le site de l'ANEM ou sur un autre nouveau portail électronique, lancé incessamment, intitulé « minha ». Et de poursuivre « ils y remplissent un

engagement qu'ils impriment également et s'inscrivent pour avoir un rendez-vous. Et avec la fiche de rendez-vous qu'il a imprimée avec l'imprimé de la préinscription ils finalisent leur inscription selon le rendez-vous mentionné sur la fiche où il est indiqué l'agence d'accueil, l'heure et le nom de l'accompagnateur qui va le prendre en charge pour l'inscription définitive. »

S'exprimant sur les bénéficiaires inscrits au niveau des autres dispositifs de pré-emploi, percevant déjà un présalaire (entre 8000 Da et 10 mille dinars), le ministre fait savoir que les jeunes postulants pour l'allocation chômage sont des nouveaux demandeurs qu'on ne retrou-

ve dans aucune autre plateforme parmi les catégories DAIP et DAIS.

« Pour les DAIP, il y a deux catégories : les diplômés universitaires dotés de CIS (percevant 15000 Da/mois) et une autre catégorie appelée CIP qui regroupe les employés de profil technicien et technicien supérieur (percevant 8000 et 10000 Da respectivement) », fait-il savoir indiquant que le présalaire de 10000 Da sera aligné temporairement sur les 13000 Da de l'allocation chômage, car cette catégorie sera intégrée définitivement dans leurs postes de travail, au cours de l'année 2022 et au plus tard en 2023.

Z. S. L.

HAUSSER LA BARRE DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES À 15 MILLIARDS DE DOLLARS

Un pari difficile dans le moyen terme



Zakaria Sofiane Loutari

C'est un lourd défi qu'a lancé le président algérien Tebboune en affichant l'ambition de porter les exportations hors hydrocarbures à 7 milliards de dollars cette année et 15 milliards dans les années à venir. Intervenant lors de sa rencontre avec les représentants de la communauté nationale établie au Qatar, en marge de sa visite d'Etat, le président de la République, a précisé que les exportations hors hydrocarbures ont atteint 4,8 milliards de dollars en 2021 appelant à hausser la barre afin

s'affranchir carrément de la dépendance aux hydrocarbures. Un pari qui s'avère ultimement difficile vu que la santé de l'économie algérienne demeure systémiquement tributaire du niveau des prix des hydrocarbures

Deuxième producteur de pétrole en Afrique et également le septième exportateur de gaz au monde l'Algérie est parmi ces rares pays où la structure du système économique est montée de manière à ne pouvoir bien fonctionner si les prix des cours des prix des énergies à l'international venaient à s'affaïsser puisque les exportations de gaz et de pétrole représentent un peu plus de 98% de ses exportations. Et les revenus des exportations constituent un peu plus de 60% des recettes budgétaires de l'Etat. Certes les pouvoirs publics ont déployé un plan d'action concerté pour amorcer une diversification de notre économie nationale afin de diminuer sa dépendance aux hydrocarbures et de booster les exportations hors énergies lesquelles ont affiché une amélioration notable atteignant la barre des 4,8 milliards de dollars en 2021, Mais au vu de la situation d'appareil de production nationale, de la baisse des investissements et la persistance du cycle de l'hyperinflation, la question de savoir si l'objectif d'atteindre la barre des 15 milliards de dollars serait réalisable s'impose avec acuité. A vrai dire cette

question s'impose connaissant la faible diversification de l'offre exportable, puisque l'analyse de la structure des exportations hors hydrocarbures en 2021 fait ressortir que le montant de 4,8 milliards de dollars a été réalisé via six exportateurs seulement, dans la sidérurgie et la pétrochimie essentiellement. La sidérurgie a contribué avec 1 milliard de dollars, tandis que le secteur de pétrochimie a cartonné pour près de 2,6 milliards de dollars, entre engrais minéraux et chimiques azotés. Et alors que le secteur de l'agriculture n'a pu rapporter au-delà de 100 millions de dollars, la part des exportations HH pour le sucre notamment était de 400 millions de dollars. Cette structure des exportations hors hydrocarbures fait ressortir la faible niveau de diversification de l'offre exportable et montre l'ampleur des efforts qui restent à engager pour augmenter la part des exportations hors hydrocarbures et la nécessité de l'élargir à d'autres secteurs. Réellement, la réalisation de l'objectif de 15 milliards de dollars d'ici quelques années s'avère ne pas être une mince affaire et l'Algérie se trouve plus que jamais condamnée à se mettre aux standards internationaux à commencer par l'assouplissement de la réglementation des changes, la dépenalisation de l'acte de gestion et l'internationalisation des entreprises.

Z. S. L.

« JEUNE AFRIQUE » SE DEMANDE SI L'ALGÉRIE PEUT RELANCER LE GAZODUC TRANSSAHARIEN ET FAIT L'IMPASSE SUR L' « ILLUSOIRE »

Le Nigeria-Morocco Gas Pipeline est un « fait médiatique, non économique »

Dans sa livraison d'hier, « jeune Afrique » traire du projet en cours du projet de gazoduc de 4000 km, s'étendant du Nigeria jusqu'en Algérie en passant par le Niger, et qui a été récemment approuvé, en affirmant que « beaucoup reste à faire », ce qui est vrai. Mais en lisant entre les lignes, on y lit aussi le scepticisme de l'auteur, comme s'il s'agissait d'un projet mort-né, alors que les réalités du terrain sont plutôt solides.

Lors d'une visite de travail au Niger, le 17 février, le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a rencontré ses homologues nigérien Mahamane Sani Mahamadou et nigérian Timipre Sylva, en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Niger, et du président directeur général du groupe national algérien des hydrocarbures Sonatrach. Les trois ministres ont signé une « déclaration commune » qui valide « une feuille de route » pour le développement du gazoduc transsaharien (TSGP). Pour Mohamed Arkab, repris par l'agence de presse officielle algérienne, le programme convenu entre les trois dirigeants est « susceptible d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations unissant les trois pays dans le domaine de la coopération technique, et de renforcer les capacités ».

Selon le communiqué officiel du ministère algérien de l'Énergie, le projet de gazoduc « bénéficiera des opportunités offertes par l'Algérie en termes d'infrastructures notamment le réseau de transports, les groupes de gaz naturel liquéfié (GNL) et les infrastructures de pétrochimie ainsi que la position géographique proche des marchés de gaz ».

Le gazoduc transsaharien est censé connecter les champs de production et d'extraction nigérien aux réseaux de pipelines algériens et au marché européen. En novembre 2021, l'ambassadeur du Nigeria à Alger, Mohammed Mabdul, estimait que le Nigeria pourrait fournir 30 milliards de mètres cubes de gaz par an à travers cette installation.

« jeune Afrique » n'oublie pas de rappeler que le projet est « évoqué depuis les années 1980, le développement du projet accuse un lourd retard. En août dernier, les autorités algériennes pressaient



le Nigeria de « ratifier l'accord intergouvernemental relatif au projet TSGP signé en 2009 à Abuja ». Outre les obstacles sécuritaires, le coût du projet et les sources de financement restent incertains ». Et de préciser : « L'agence de conseil et de recherche Hawilti rappelle que « les difficultés de financement affectent déjà la première partie du gazoduc – le pipeline Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK) de 614 km. L'AKK est l'un des principaux projets gaziers en cours au Nigeria qui vise à connecter tous les États industriels du nord du pays aux approvisionnements en gaz provenant du sud-est. À partir de là, une ligne existerait pour s'étendre plus au nord vers le Niger et l'Algérie. Mais alors que la construction de l'AKK a débuté à la mi-2020, ce projet de 2,6 milliards de dollars a du mal à trouver des financements, ce qui affecte son calendrier de mise en

service ». Pour « Jeune Afrique », l'élan donné au TSGP intervient alors qu'un autre projet de gazoduc reliant le Nigeria à l'Afrique du Nord, connaît lui aussi de nouveau développement. Il s'agit du Nigeria-Morocco Gas Pipeline, qui doit relier le colosse ouest-africain au Maroc, par la côte, connectant au total 11 pays de la zone en cours de route.

Aboutir à cette chute renseigne sur l'état d'esprit de l'auteur de l'article, Yara Rizk. Il était plus correct de dire que le projet Nigeria-Maroc était en réalité un projet plutôt « médiatique » et que sa réalité fantomatique est arrivée à sa fin. Plus personne n'en parle hormis certains relais médiatiques. Financièrement et géographiquement irréalisable, le Nigeria-Morocco Gas Pipeline n'est pas le pendant marocain du projet algérien. Rien à comparer entre un projet et une réalisation en cours. I. M.

DÉCÈS DU MOUDJAHID ET ANCIEN MINISTRE BOUDISSA SAFI :

LES CONDOLÉANCES ET LE MESSAGE ÉLOGIEUX DU PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a adressé, mardi, un message de condoléances et de compassion à la famille du moudjahid et ancien ministre, Boudissa Safi, décédé à l'âge de 93 ans, dans lequel il a loué les qualités du défunt. "J'ai appris avec une profonde affliction la nouvelle de la disparition du moudjahid et ancien ministre, Boudissa Safi qui s'est éteint après un parcours riche en militantisme, en vouant sa vie au service de notre chère patrie en tant que militant, moudjahid puis cadre compétent", a écrit le Premier ministre dans son message. "Le défunt qui a rallié, dès son jeune âge, les rangs du mouvement national, a joué un rôle important dans la création de premières cellules du Parti du peuple algérien (PPA) et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en France. "Si Safi" était connu également pour être un syndicaliste actif notamment au sein des travailleurs immigrés, ce que lui a valu l'emprisonnement à trois reprises, entre 1951 et 1952, sous prétexte d'activité politique hostile à la France", a ajouté Benabderrahmane. "Maitrisant plusieurs langues étrangères, "Si Safi" dit "Ahmed El-Marikani" a été chargé du "recrutement des jeunes moudjahidine en Europe. Il était cofondateur avec un groupe de jeunes militants de l'Union des travailleurs algériens", a-t-il rappelé. Après l'indépendance, le défunt a occupé le poste de ministre du Travail en 1963 et a supervisé le lancement de l'opération de planification des coopératives agricoles.

R.N./avec Aps

APRÈS AVOIR FRÔLÉ LES 100 DOLLARS LE BARIL LA VEILLE

Le Brent recule sur les marchés pétroliers

Les cours du pétrole reculaient hier, après que le Brent a frôlé les 100 dollars le baril la veille, les sanctions adoptées par les Occidentaux contre la Russie ne menaçant pas pour l'instant les exportations russes d'or noir.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril perdait vers midi 0,99% à 95,88 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en avril reculait de 1,29% à 90,70 dollars.

Selon les analystes, la panique liée à la poursuite de l'escalade du conflit entre la Russie et l'Ukraine "semble avoir disparu - pour l'instant", les prix baissant à nouveau après la flambée d'hier.

L'UE a adopté un paquet de sanctions qui "feront très mal à la Russie", a assuré le chef de sa diplomatie, Josep Borrell, et qui devraient entrer en vigueur dès mercredi soir ou jeudi.

A la Maison Blanche, le président Biden a lui annoncé une "première tranche" de sanctions en attaquant sur trois fronts: la dette souveraine, le financement des dépenses militaires à travers deux banques publiques, et cinq hommes d'affaires "proches du président russe Vladimir Poutine".

La mesure la plus significative a été annoncée par Berlin, qui a gelé le gigantesque projet de gazoduc Nord Stream II, qui devait acheminer encore davantage de gaz russe en Allemagne. "Il semble clair que ces sanctions n'affecteront pas

les exportations russes actuelles de pétrole et de gaz - du moins pas encore", ont estimé les analystes. Le département d'Etat américain a d'ailleurs affirmé que les sanctions américaines contre la Russie ne risquent pas de perturber les marchés de l'énergie. Les acteurs du marché pétrolier, en plus de suivre l'évo-

lution du conflit entre la Russie et l'Ukraine, portent également leur attention sur les négociations nucléaires avec l'Iran, ont souligné les analystes. La conclusion d'un accord pourrait ouvrir la porte à un éventuel retour des exportations de pétrole iranien.

I.M.

16^E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE LA PHARMACIE EN ALGÉRIE 150 exposants nationaux et internationaux présents

La 16^{ème} édition du Salon international de la pharmacie en Algérie (SIPHAL 2022) s'est ouverte mardi au Palais des expositions d'Alger, avec la participation de près de 150 exposants nationaux et internationaux.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, a souligné l'importance de cet événement, devenu un « rendez-vous annuel incontournable pour les différents intervenants du secteur ».

Selon le ministre, cette manifestation permet de mettre en relief les syner-

gies entre les acteurs de l'industrie pharmaceutique, visant à promouvoir ce secteur dans ses différents pôles, conformément aux orientations du président de la République qui avait souligné que 2022 sera l'année de la relance économique. Depuis sa création, le ministère de l'Industrie pharmaceutique se lance dans différents défis pour essayer de booster le produit local, mettre fin à l'importation et faire recours, si besoin, au partenariat. Objectif de cette année, combler le vide de la pharmacie hospitalière en matière de médicament contre le can-

cer. « L'année de 2022 sera celle de l'oncologie », affirme le ministre de l'Industrie pharmaceutique Lotfi Benbahmed, à l'occasion de l'ouverture de la 16^e édition du Salon international de la pharmacie en Algérie. Il précise que d'ici la fin de l'année 2022, les problèmes liés à la pharmacie hospitalière en termes de disponibilité, seront totalement résolus. « Il faut que nos concitoyens sachent que la meilleure façon d'assurer la disponibilité des produits est d'être autonome et indépendant », explique-t-il.

M.Emad-Eddine

LF 2022

La DGI explique les principales mesures fiscales de soutien à l'investissement

La Direction générale des impôts (DGI) a expliqué, avant-hier, dans un communiqué, les principales mesures de la loi de Finances 2022 visant à soutenir l'activité économique, à promouvoir l'investissement et la production nationale, comprenant des suppressions et des allègements d'impôts, ainsi que des aménagements des taux appliqués à certaines activités économiques.

Dans son communiqué publié sur son site officiel, la DGI a cité l'institution d'un taux réduit en matière d'Impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) fixé à 10% (au lieu de 19%), applicable aux bénéfices réalisés par les entreprises de production, à concurrence du montant ayant servi, au cours de l'exercice, à l'acquisition, d'un bien d'équipement en relation avec l'activité. Ce taux préférentiel s'applique également aux bénéfices correspondant aux montants ayant concouru à l'acquisition d'actions, de parts sociales ou de titres assimilés, permettant la participation à raison d'au moins 90% dans le capital d'une autre société de production de biens, de travaux ou de services. La loi de finances pour l'année 2022 a prévu aussi la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), pour les producteurs de biens, les professions non commerciales, alors qu'autres activités bénéficient d'une réduction du taux de la TAP, lequel passe de 2% à 1,5% (exception faite de l'activité de transport par canalisation des hydrocarbures). Au titre de soutien à l'activité aquacole,

les opérations d'importation des géniteurs, des juvéniles, des alevins, des post larves de crustacés, des naissains de mollusques bivalves, des œufs et des laitances, destinés à la production aquacole, ainsi que les produits locaux issus de l'aquaculture sont soumis au taux réduit de 9% de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les mesures de soutien aux activités touristiques, fortement impactées ces dernières années par la crise sanitaire (COVID-19), portent sur la reconduction, jusqu'au 31 décembre 2024, l'application du taux réduit de la TVA de 9%, aux prestations liées aux activités touristiques, hôtelières, thermales, de restauration touristique classée, de voyage et de location de véhicules de transport touristique.

La loi de finances pour 2022 comprend également un ensemble de dispositions visant à soutenir l'activité agricole et d'élevage, portant principalement sur l'exemption de la TVA sur l'alimentation destinée au bétail et à la volaille produite localement et l'extension de l'exonération permanente au titre de l'impôt sur le revenu global (revenu agricole) aux revenus des petites exploitations dont la superficie est inférieure ou égale à 06 hectares, pour le Sud et dans les hauts plateaux et 02 hectares, pour les autres régions.

Des exonérations applicables au titre des



bénéfices réalisés dans le cadre des activités commerciales et non commerciales sont accordées aussi aux activités éligibles aux dispositifs ANADE, CNAC, et ANGEM (exonérations temporaires), aux opérations d'exportation, aux sommes perçues sous forme d'honoraires, cachets, droits d'auteurs et d'inventeurs au titre des œuvres littéraires, scientifiques, artistiques ou cinématographiques, par les artistes, auteurs, compositeurs et inventeurs, ayant leur domicile fiscal en Algérie.

Une exonération de l'impôt forfaitaire unique est accordée aux "START-UP" et ce pour une durée de 4 ans, à compter d'obtention du label "start-up", avec une

(1) année supplémentaire, en cas de renouvellement du label.

Parmi les autres mesures fiscales visant à soutenir la production nationale, la DGI a évoqué l'exonération de la TVA sur l'huile brute et des tourteaux issus de la trituration localement des graines oléagineuses, pour une période de cinq (05) années, à compter du 1er janvier 2022, l'exonération de droits de douane et de la TVA, sur l'huile brute de soja importé, destinée à la production de l'huile alimentaire raffinée ordinaire, ainsi que l'exonération de la TVA aux différents stades de la distribution, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire, lorsque les prix plafonds sont dépassés.

CRISE RUSSO-UKRAINIENNE

LES BANQUES EUROPÉENNES APPELÉES À LA VIGILANCE FACE AUX CYBERATAQUES

Le système de supervision bancaire européen a appelé les banques européennes à renforcer leur vigilance face aux risques de cyberattaques dans le cadre de l'escalade de la crise russo-ukrainienne, selon le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau.

«Nous surveillons évidemment les développements géopolitiques et leurs possibles implications économiques et financières de très près», a-t-il déclaré mercredi à l'ouverture du séminaire Eurofi de trois jours organisé dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne à Paris.

Selon François Villeroy de Galhau, «l'exposition directe des institutions financières françaises à la Russie reste limitée mais le MSU a appelé toutes les banques européennes à renforcer leur vigilance face aux risques cyber».

Le mécanisme de surveillance unique (MSU), qui supervise le système bancaire européen, est composé de la Banque centrale européenne et des autorités nationales de supervision bancaire des pays participants.

Les conséquences «plus indirectes» de la crise russo-ukrainienne sur l'inflation et la croissance feront l'objet d'une réunion du Conseil de gouverneurs en mars, a précisé le chef de la Banque de France. Cette réunion se basera «sur les faits», a-t-il ajouté, soulignant que la «flexibilité» devait être le mot d'ordre de leur politique.

REZIG S'ENTRETIENT AVEC L'AMBASSADEUR JORDANIEN EN ALGÉRIE Consolidation des relations économiques et commerciales

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, s'est entretenu avant-hier à Alger, avec l'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie en Algérie, Chaker Attallah El Amouch, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de renforcement des relations économiques et commerciales, a indiqué le ministère dans un communiqué.

M.Rezig a reçu au siège du ministère, l'ambassadeur jordanien "avec lequel il a discuté des voies et moyens de renforcer

les relations économiques et commerciales et des perspectives de leur soutien dans les différents domaines", a indiqué le communiqué. Le ministre a, en outre, indiqué que "la nouvelle orientation économique de l'Algérie repose essentiellement sur le développement des échanges commerciaux bilatéraux avec l'ensemble des partenaires et sur le recherche des opportunités d'investissement possibles conformément à la règle gagnant-gagnant". Le communiqué a souligné

qu'"il a été convenu, lors de cette rencontre, d'activer un conseil d'affaires commun entre l'Algérie et la Jordanie, en vue d'élargir les domaines de partenariat, avec organisation de rencontres de travail entre les opérateurs économiques". Selon le communiqué, l'ambassadeur jordanien a affirmé "la disponibilité pleine de son pays à relever le niveau de la coopération bilatérale, à même de servir l'économie des deux pays, à la hauteur des attentes des deux peuples frères".

Le colza grimpe avec le pétrole



Les prix du colza s'affichent au-delà de 720 euros la tonne avant-hier sur le marché européen, une ascension tirée par la hausse du pétrole en raison des tensions en entre la Russie et l'Ukraine. Dans la journée à Londres, l'or noir, au plus haut depuis sept ans, a frôlé la barre symbolique des 100 dollars le baril.

Le canola (colza transgénique canadien) et le soja étaient aussi orientés à la hausse. Les oléagineux sont largement valorisés comme agrocarburants. Vladimir Poutine a donné lundi pour instruction

à son armée de se déployer dans les territoires séparatistes de Donetsk et Lougansk, dans l'est de l'Ukraine, quelques heures après avoir reconnu leur indépendance. La perspective d'une guerre et de sanctions strictes fait monter les inquiétudes concernant l'approvisionnement en matières premières. Vers 16H45 (15H45 GMT) sur Euronext, la tonne de colza progressait de 5,75 euros sur l'échéance de mai à 721,75 euros et de 2 euros sur l'échéance d'août à 630,25 euros, pour plus de 10.000 lots échangés.

Tipasa

Ouverture de deux cliniques d'urgences médicales dans des zones éloignées

Deux nouvelles cliniques de proximité d'urgences médicales, ont été ouvertes avant-hier au niveau de zones isolées de la wilaya de Tipasa, afin de réduire la pression sur les hôpitaux et garantir une meilleure prise en charge des malades.

Le wali, Aboubakr Seddik Boucetta, a procédé à la mise en service de l'un de ces deux établissements de proximité, à Béni Milleuk à l'occasion d'une visite de travail dans cette commune montagneuse de l'extrême ouest de la wilaya (considérée comme l'une des plus pauvres du pays). La 2ème clinique d'urgences médicales a été mise en exploitation dans la région d'El Hamdania, de la commune de Cherchell. Selon les explications fournies sur place, par le directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed Bourahla, les urgences médicales de la clinique de Beni Milleuk, ayant fait l'objet d'une opération de réhabilitation dans le cadre d'un programme national visant le renforcement des cliniques de proximité, travaillent en H24 et disposent de différents équipements médicaux, dont un laboratoire et un service de radiologie. Cette clinique, située sur les hauteurs de la daïra de Damous,

classée zone d'ombre, compte, également, des salles d'hospitalisation pour la prise en charge des malades, pendant 48 heures, avant leur transfert vers des établissements spécialisés, en cas de nécessité.

Sur place, le wali de Tipasa a souligné l'impératif d'assurer une garde de nuit au niveau de la structure, ainsi qu'une bonne prise en charge des malades, notamment les femmes enceintes. Il a, également, proposé de lancer une réflexion sur la possibilité d'assurer, une fois par semaine, des examens médicaux spécialisés en gynécologie, allergies et neurologie, entre autres.

Concernant le problème de la numérisation soulevé par le personnel médical des deux cliniques, le wali de Tipasa s'est engagé à inscrire une opération de numérisation de la totalité des structures de santé de la wilaya. L'opération portera sur la mise en place d'un réseau numérique qui permettra aux médecins généralistes de lire les radiographies des malades, sans avoir à se déplacer, tout en ayant la possibilité de solliciter, à distance, l'avis de médecins spécialistes sur des cas complexes et sensibles.

Le DSP a fait savoir que le programme national de redynamisation des cliniques de proximité pour en faire des urgences médicales, touchera, "six autres cliniques de la wilaya et dont la



majorité est située dans des zones isolées" ajoutant que "les opérations de leur équipement vont bon train".

Sur un autre volet, le wali de Tipasa a procédé, à l'occasion de cette visite, à la mise en service du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) des douars de Choula, Ghazlia et Beni Omar, sur les hauteurs de Beni Milleuk, à 17 km au sud de Damous, et à 800 m d'altitude. Des zones qui font face au problème de manque d'eau souterraines et à la difficulté de forage de puits, a déploré le directeur local des ressources en eau, Ali

Benbadi. La mise en service de ce réseau AEP, à Beni Milek, a permis de réduire un tant soit peu, vu le faible débit des forages, le déficit en eau potable enregistré dans la région, dans l'attente de l'achèvement du projet du transfert d'eau à partir du barrage de Kef Eddir.

Selon la fiche technique du projet, une enveloppe de 75 MDA a été mobilisée pour la réalisation de ce réseau et son raccordement à un réservoir d'eau et à une station de pompage, pour alimenter une population estimée à 4.500 habitants.

R. R.

SALON BUILTEC À CONSTANTINE

Engouement pour les innovations en matière d'énergies renouvelables



La troisième journée de la 2ème édition du Salon des constructions modernes et des technologies nouvelles (BUILTEC) de Constantine a enregistré un engouement des visiteurs pour les innovations en matière d'énergies renouvelables et de recyclage, notamment le béton lumineux et le ralenteur intelligent.

Les visiteurs de cette manifestation, ouverte dimanche passé par le wali Messaoud Djari, ont montré un grand intérêt pour ces deux produits, "les premiers du genre en Algérie", développés par la start-up constantinoise "Harmony Beton".

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de cette Start-up, Anis Slimani, a indiqué que les

ingénieurs de cette entreprise ont développé un béton lumineux capable d'absorber les rayons du soleil durant la journée et de la transformer en lumière colorée durant la nuit, ainsi qu'un ralenteur intelligent renforcé avec du béton le rendant à la fois lumineux visible la nuit par les conducteurs et souple au contact des roues des voitures.

Le béton lumineux est fabriqué avec du sable, du granulat, un peu de ciment et un mélange innovant que les ingénieurs de l'entreprise "Verallia", ont obtenu à partir de la poudre de verre de bouteille recyclé et mélangé à d'autres éléments fixateurs pour servir d'alternative au ciment, a-t-il ajouté.

La même source a précisé que

ce produit sera "prochainement" mis sur le marché dans un premier temps, puis orienté vers les marchés extérieurs "à moyen terme".

Ce produit permet d'économiser 30 % de ciment utilisé dans la fabrication du béton, a révélé Anis Slimani, estimant que le nouveau produit contribue à la préservation de l'environnement en réduisant les émissions de gaz dégagées par les cimenteries.

"Une tonne de poudre Verallia permet d'éviter une tonne de substances responsables du réchauffement climatique", a-t-il assuré.

De son côté, Mohamed Seif Eddine Salhi, directeur de la Société "Media Smart" organisatrice du Salon, a souligné que cette manifestation réunit des exposants qui apportent des solutions intelligentes et modernes pour les opérateurs du bâtiment et des travaux publics et proposent des produits à la fois écologiques et économiques.

Ces innovations permettent ainsi de rendre plus agréable l'espace urbain, réduisent la pollution lumineuse en ville et embellissent d'une manière moderne les places publiques, les trottoirs et les routes, a-t-il noté.

R. R.

SONATRACH SIGNE DES CONTRATS DANS LE DOMAINE DE LA FABRICATION DE PIÈCES DE RECHANGE À ORAN

SIX ENTREPRISES PARMI VINGT-DEUX PRÉ-QUALIFIÉES SÉLECTIONNÉES

Le Groupe Sonatrach a signé, avant-hier des contrats avec six entreprises parmi vingt-deux pré-qualifiées pour des prestations dans la conception et la fabrication de pièces de rechange mécaniques de précision au profit des complexes de la division liquéfaction et séparation (LQS).

La signature de ces contrats a eu lieu, à l'occasion d'une exposition organisée au niveau de la division LQS à Ain El Bia (Oran), en marge des Journées techniques pour la promotion du contenu local, l'usinage et les pièces de rechange, ouvertes avant-hier.

Le vice-président de l'activité LQS, Fattouhi Nesreddine, a indiqué que 34 entreprises ont répondu à l'avis de pré-qualification et 22 répondant aux critères ont été sélectionnées en septembre dernier.

"Il s'agit d'une signature symbolique pour encourager d'autres opérateurs à se présenter et à postuler", a souligné le même responsable, ajoutant que d'autres contrats seront signés aux cours de ces journées techniques, car "les opérateurs ont participé en force à cette exposition pour décrocher des contrats".

"Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Sonatrach visant à encourager le contenu local", a précisé M. Fettouhi, ajoutant qu'il s'agit

d'encourager les partenaires du groupe à produire localement les pièces de rechange afin de ne plus importer ce qui est produit en Algérie.

Par ailleurs, le vice-président de l'activité LQS a présidé la cérémonie d'inauguration d'une unité de production d'azote au niveau de la zone GL3Z, située dans la zone industrielle d'Arzew.

Cette unité d'une capacité de production de plus de 2.100 m3 par heure, permet d'autonomiser le fonctionnement du complexe GL3Z (liquéfaction du gaz), a fait savoir Bouazza Mohamed Amine, chef du département sécurité de ce complexe, en marge de l'inauguration de cette unité. "Avant la création de cette unité, l'azote nécessaire pour le fonctionnement du complexe était acheté à autre filiale de Sonatrach", a-t-il encore expliqué.

Pour sa part le directeur divisionnaire GNL, Amara Youcef, a souligné, dans son allocution à l'ouverture de ces Journées techniques pour la promotion du contenu local, que celles-ci visent à donner une impulsion à un partenariat avec des opérateurs économiques qui se veut stratégique et constructif. Ces Journées techniques seront clôturées jeudi, rappelle-t-on.

APS

LE MAROC À L'OFFENSIVE POUR FAIRE PLIER

Pour le pouvoir marocain, tous les moyens de pression sont bons pour amener le gouvernement espagnol à soutenir la solution prônée par Rabat dans le conflit qui l'oppose au Front Polisario. Les images parlent d'elles-mêmes : la police espagnole tente de disperser à la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Ceuta les milliers de migrants venus à la nage ou à pied à marée basse depuis des plages situées à quelques kilomètres au sud



PAR IGNACIO CEMBRERO
(Avec l'aimable autorisation de l'auteur)

LA MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PERD SON POSTE

Le 26 mai, un quatrième avocat, Antonio Urdiales, résident à Torremolinos (Malaga), s'en est allé à Saragosse porter plainte pour les mêmes motifs auprès du juge d'instruction Rafael Lasala du tribunal judiciaire numéro 7. Plus réceptif, celui-ci a entamé des poursuites. En septembre, il a mis en examen pour prévarication, faux et usage de faux et recel Arancha González Laya et son chef de cabinet, un diplomate de carrière. Vu le succès de son collègue le bâtonnier de Valence, Juan Carlos Navarro s'est également déplacé à Saragosse pour l'épauler.

Urdiales, qui a réussi à faire interroger par le magistrat de nombreux fonctionnaires civils et militaires de la base aérienne, de l'hôpital, de l'administration régionale de la santé de La Rioja, n'a pour sa part aucun client. « Je suis mon propre client », répète-t-il à la presse, se considérant comme lésé par la crise entre l'Espagne et le Maroc. Marié à une Marocaine et ayant de la famille au Maroc, il pâtit, se plaint-il, de l'interruption du trafic maritime de passagers à travers le détroit de Gibraltar qui l'empêche de voyager en ferry jusqu'à Tanger. Ce trafic est suspendu pour des raisons sanitaires depuis mars 2020, donc bien avant que n'éclate la crise. Il se défend pourtant et répète qu'il n'est pas à la solde du makhzen. Les avocats de l'État espagnol, qui défendent l'ex-ministre et son directeur de cabinet, argumentent que Brahim Ghali est espagnol depuis seize ans et que l'Espagne ne peut refuser l'accès de son territoire à ses citoyens. Certes, il est arrivé à Saragosse avec un passeport diplomatique algérien, mais le règlement de Schengen prévoit que les autorités des pays membres

peuvent accorder des exemptions de visas et même de contrôle de la documentation, ce qui a été le cas pour Ghali. Elles viennent d'ailleurs de demander au magistrat de classer l'affaire. Des professeurs de droit, des juges à la retraite ont estimé que González Laya et Villarino ne s'assoieraient pas sur le banc des accusés, car pénalement on ne peut rien leur reprocher. L'affaire risque cependant de traîner, l'avocat Urdiales ayant sollicité du juge l'audition de Brahim Ghali qui, s'il est convoqué, se refusera à revenir en Espagne.

Les avocats Urdiales et Navarro et les clients de ce dernier ont tous des liens étroits, familiaux ou d'affaires, avec le Maroc. Il suffirait sans doute que les autorités marocaines leur conseillent de retirer leurs plaintes pour que les poursuites prennent fin. Elles n'en ont rien fait et la presse marocaine — surtout celle proche du pouvoir — prend un malin plaisir à décrire en détail les déboires judiciaires de l'ancienne ministre des affaires étrangères.

Ce n'est pourtant pas elle qui a pris la décision d'accueillir Ghali pour des « raisons humanitaires », mais après l'avoir écouté, le chef du gouvernement Pedro Sánchez. Après tout il n'était pas le premier dirigeant du Polisario à être traité dans un hôpital espagnol. Devenue alors la bête noire des autorités marocaines, Sánchez éjecta González Laya de son gouvernement lors du remaniement ministériel de juillet 2021. Il le fit sans doute pour apaiser le Maroc et faciliter la réconciliation. Peine perdue.

UNE GUÉRILLA MÉDIATIQUE

Les représailles contre González Laya rappellent celles que la Direction générale

d'études et de la documentation (DGED), les services secrets marocains, exercèrent directement en 2008 contre José María Aznar, l'ancien chef du gouvernement, qui avait pourtant quitté le pouvoir quatre ans auparavant. Il avait infligé une cuisante défaite au Maroc en juillet 2002 en expulsant de l'îlot de Persil (Peregil en espagnol) les fusiliers-marins marocains qui s'y étaient installés.

« Rachida Dati enceinte d'Aznar » : tel est le titre qui fit la une de l'hebdomadaire L'Observateur du Maroc appartenant au groupe de presse Global Media Holding d'Ahmed Charai. Pour donner du crédit à cette fausse nouvelle, l'hebdomadaire d'investigation espagnol « Interviú » reçut au même moment un lot de photos où l'on voyait Aznar embrasser Dati sur la joue à la sortie d'un restaurant parisien. Aznar porta plainte pour diffamation et Ahmed Charai fut condamné en Espagne, en 2011, à 90 000 euros d'indemnités. Une série de documents publiés sur Twitter en 2014 dévoilèrent que Charai était un étroit collaborateur de la DGED, ce que confirma un an plus tard l'arrêt d'un tribunal madrilène.

L'accueil de Ghali par l'Espagne en avril 2021 a marqué l'apogée de la crise entre Madrid et Rabat, mais celle-ci avait commencé bien avant, le 10 décembre 2020. Ce jour-là, le président Donald Trump reconnaissait la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Ce 10 décembre, les autorités marocaines invoquèrent la Covid-19 pour ajourner sine die le sommet prévu avec le gouvernement espagnol pour le 17 décembre. L'exécutif espagnol venait pourtant de tenir deux sommets, avec le Portugal et l'Italie, sans que personne n'ait été infecté.

L'ARME DES IMMIGRÉS CLANDESTINS

Depuis, Rabat n'a cessé de harceler son voisin du nord. Le pic a été atteint les 17 et 18 mai 2021, quand 10 000 immigrants, marocains dans une large majorité (dont un cinquième de mineurs), déferlèrent sur la ville de Ceuta (85 000 habitants). Ils furent encouragés par les forces de l'ordre marocaines à la rejoindre à la nage depuis la plage de Fnideq, selon de nombreux témoignages. Le bruit courut parmi les adolescents que dans la ville espagnole ils pourraient voir les grands du football, à commencer par Lionel Messi. Deux immigrants se noyèrent en faisant la traversée et un troisième mourut en tombant d'un mur.

D'autres épisodes, avant et après l'afflux migratoire, ont marqué les relations bilaté-

Les 25 et 26 mai 2021, trois avocats ont porté plainte à Logroño, la capitale de la région espagnole de La Rioja, contre celle qui était à l'époque la ministre des affaires étrangères d'Espagne, Arancha González Laya et son chef de cabinet, Camilo Villarino. La ministre avait autorisé l'hospitalisation en Espagne de Brahim Ghali, leader du Front Polisario qui revendique l'indépendance du Sahara occidental sous contrôle marocain. Son chef de cabinet l'avait organisée. Ghali, âgé de 72 ans, était gravement malade de la Covid-19. Le 18 avril 2021, il a été admis en soins intensifs à San Pedro, un établissement public de la petite ville de Logroño. Les plaignants étaient Mourad Elajouti, porte-parole du Club des avocats marocains ; le syndicat d'extrême droite espagnol Manos Limpias (Mains propres) dont le leader, Miguel Bernald a été condamné à quatre ans de prison pour extorsion et blanchiment d'argent ; et Juan Carlos Navarro, bâtonnier de Valence. Ce dernier avait deux clients résidents à Valence, Rachad Andaloussi Ouriaghli, un homme d'affaires hispano-marocain, et Juan Vicente Pérez Aras, un ancien député du Parti populaire (PP, droite) qui depuis des années chantent les louanges de la monarchie alaouite dans la presse locale. Navarro défend de longue date les présumées victimes saharouies du Polisario, mais aucune de ses plaintes n'a jamais abouti.

Le juge d'instruction de Logroño a considéré qu'il n'y avait ni prévarication, ni recel ni faux et usage de faux, car si Brahim Ghali avait bel et bien été enregistré à l'hôpital de Logroño sous une fausse identité, la ministre n'en était nullement responsable. Bien qu'ayant acquis la nationalité espagnole en 2006, Ghali était arrivé en Espagne via la base aérienne de Saragosse, à bord d'un avion officiel algérien et portant un passeport diplomatique de ce pays, mais à son nom.



LA MÉDIATIQUE MAROCAINE POUR FAIRE FLÉCHIR MADRID POUSSER L'ESPAGNE SUR LE SAHARA OCCIDENTAL



rales. En mai 2021 l'ambassadrice du Maroc à Madrid, Karima Benyaich, a été rappelée en consultation, et neuf mois après elle n'a toujours pas rejoint son poste. Les cinq ports andalous par où transitent 3 millions d'immigrés marocains qui rentrent dans leur pays pendant leurs vacances ont été boycottés l'été 2021 par les autorités du Maroc. « Une perte énorme pour les ports espagnols exclus de l'opération », titrait en juin le journal marocain numérique Le 360.

Depuis mars 2021, les rapatriements d'immigrés irréguliers, qui se déroulaient pourtant au compte-gouttes, sont pratiquement suspendus, et le flux migratoire submerge toujours les îles Canaries. Plus de 22 000 sans-papiers y ont débarqué en 2021 et, dans les 45 premiers jours de cette année, ce chiffre est en hausse de 116 % par rapport à la même période de l'année dernière, selon le ministère de l'intérieur. Les 340 rafiots qui ont transporté, entre le 1er janvier et le 15 février, 4 753 harraga — dont 8 % de mineurs — ont tous pris la mer à partir du Sahara occidental et du sud du Maroc, sauf un qui est parti du Sénégal, d'après l'enquête de la police espagnole. Les autorités de l'archipel ont déjà sous leur tutelle 3 000 mineurs d'origine marocaine. Cinq jours avant que ces chiffres ne soient dévoilés, le nouveau ministre des affaires étrangères José Manuel Albares faisait encore l'éloge de la coopération marocaine en matière migratoire.

La dernière pique marocaine remonte à fin décembre 2021, quand le ministère de la santé s'est fendu d'un communiqué accusant l'Espagne d'envoyer au Maroc des passagers infectés, car elle n'exerçait pas correctement les contrôles sanitaires dans les aéroports espagnols. Aucun autre pays ne s'est plaint du supposé laxisme des vérifications sanitaires espagnoles.

LE TON CONCILIAANT DE MADRID

Patient et résigné à la fois, le gouvernement espagnol n'a cessé de tendre la main au Maroc, sauf pendant les semaines qui ont suivi l'« invasion » pacifique de Ceuta. Pedro Sánchez décrit ce pays comme un « partenaire stratégique » avec lequel il veut développer les meilleures relations. Il a même fait intervenir le roi Felipe VI. Dans son discours de janvier adressé au corps diplomatique, le monarque a invité solennellement le Maroc à « marcher ensemble pour concrétiser une nouvelle relation ».

Ces paroles bienveillantes ont été accompagnées de gestes concrets. L'Espagne a été, en octobre, le premier État membre à annoncer qu'il fallait faire appel aux deux arrêts du Tribunal général de l'Union européenne qui invalidaient les accords d'association et de pêche entre Bruxelles et le Maroc, car ils incluait le Sahara occidental.

La Commission européenne et le Conseil des ministres de l'UE présentèrent en novembre leur recours auprès de la Cour de Justice, l'instance juridique supérieure. Plus important, Madrid a accepté de combler le déficit énergétique dont pâtit le Maroc depuis que le président algérien Abdelmajid Tebboune a ordonné fin octobre 2021 la fin du contrat gazier qui passait par le gazoduc via le Maroc pour relier l'Algérie à l'Espagne. Le Maroc touchait des droits de transit (entre 50 et 200 millions d'euros/an) et il achetait du gaz algérien, soit au total environ 1 milliard de m³ destiné à une centrale électrique de l'Oriental. Depuis novembre, Espagnols et Marocains se sont accordés en secret pour exploiter le gazoduc dans le sens nord-sud, ce qui nécessite quelques changements techniques. Le Maroc, dépourvu de terminal méthanier, achètera du gaz naturel liquéfié

(GNL) venu sans doute des États-Unis, qui sera dégazéifié en Espagne avant d'emprunter le gazoduc, selon la ministre marocaine de la transition énergétique, Leila Benali.

L'ENJEU EUROPÉEN

Que cherche donc Rabat en faisant constamment pression sur son voisin espagnol ? Le ministre marocain des affaires étrangères Nasser Bourita l'avait laissé entendre en janvier 2021, quand il avait appelé l'Europe à « sortir de sa zone de confort » et suivre l'exemple du président américain Trump. Le roi Mohamed VI a été plus explicite dans son discours du 6 novembre dernier à l'occasion de la commémoration de la Marche verte qui permit au Maroc de s'approprier le Sahara en 1975. « Aujourd'hui, nous sommes tout à fait fondés à attendre de nos partenaires qu'ils formulent des positions autrement plus audacieuses et plus nettes au sujet de l'intégrité territoriale du Royaume. (...) Aujourd'hui comme par le passé, la marocanité du Sahara ne sera jamais à l'ordre du jour d'une quelconque tractation ». Autrement dit le Maroc ne fera pas affaire avec ceux qui ne reconnaissent pas que le Sahara lui appartient. Il leur cherchera même noise, à en juger par la façon dont il traite l'Espagne. Ce forcing de Rabat a donné ses fruits avec l'Allemagne, contre laquelle le Maroc déclencha aussi une crise en mars 2021 avec, en arrière-fond, le Sahara. Il est vrai que l'ambassadeur allemand auprès des Nations unies Christoph Heugen avait déclaré en décembre 2020, juste après l'annonce de Trump, que le Sahara occidental était un territoire « occupé », ce que n'oserait jamais dire un diplomate espagnol. Après maints va-et-vient, Berlin a finalement reconnu en décembre, dans un texte affiché sur le site web de son ministère des affaires étrangères, que l'offre d'autonomie marocaine

était une « importante contribution » pour résoudre le conflit. Rabat a alors renoué la relation suspendue avec Berlin. Pour le Maroc il est bien plus important que l'Espagne franchisse ce pas, car il s'agit de l'ancienne puissance coloniale et qu'elle est écoutée sur ce sujet. La diplomatie marocaine pense que si Madrid venait à épauler ouvertement sa thèse de la « marocanité », l'Union européenne suivrait. Mais le gouvernement espagnol n'a pas modifié d'un iota sa position sur la question. Dans son discours aux Nations unies, en septembre 2021, Pedro Sánchez a prôné une « solution mutuellement acceptable » sans faire de concession au Maroc. En sous-main cependant, l'Espagne aide le Maroc et pas seulement en soutenant les recours contre les arrêts du Tribunal de Luxembourg. Quand les autorités marocaines présentèrent, en 2007, leur offre d'autonomie pour le Sahara, l'ambassadeur espagnol au Maroc, Luis Planas, leur proposa de l'étoffer avec l'aide de prestigieux juristes espagnols. Six ans plus tard, l'Espagne et la France firent cause commune à New York pour empêcher que John Kerry, alors secrétaire d'État américain, ne modifie le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Il voulait lui octroyer des compétences en matière de surveillance des droits humains, ce à quoi s'opposait Rabat. Cette aide discrète ne suffit pas aux autorités marocaines. Malgré la pression migratoire qui terrifie les gouvernements espagnols successifs, Madrid tient bon sur le Sahara. Ce n'est pas que l'Espagne soit fidèle à ses principes, c'est surtout qu'elle a une crainte : quand le Maroc en aura terminé avec le Sahara, il se tournera vers Ceuta et Melilla, les deux villes espagnoles enclavées sur la côte nord-africaine.

SAHEL :

L'UNESCO PROPOSE DES BOURSES D'ÉTUDES DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En raison de la rareté de l'eau dans le Sahel, les pays de cette région connaissent des défis pour la gestion de cette ressource qui nécessite des professionnels qualifiés. En former davantage, c'est l'objectif que s'est fixé l'Unesco à travers l'IHE Delft. L'IHE Delft Institute for Water Education, un établissement international d'enseignement supérieur sur l'eau basé à Delft, aux Pays-Bas, et exerçant sous l'égide de l'Unesco, a lancé un appel à candidatures pour son programme de master sur l'eau et le développement durable. Il vise à renforcer la capacité des professionnels et des décideurs du secteur à améliorer la gestion de l'eau dans les pays du Sahel. Ce programme s'adresse aux professionnels de l'eau en début et en milieu de carrière, qui ont l'ambition d'acquérir des connaissances et des compétences pour relever les défis de l'eau tout en améliorant leurs opportunités de carrière dans le secteur, ou des organisations connexes. Pour être éligibles, ces professionnels doivent être ressortissants et résidents du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Les critères de sélection sont basés sur les qualifications académiques et la qualité de la motivation. Les candidats doivent demander une admission académique au programme. Elle doit être effectuée auprès de l'IHE Delft, avant le 1er mai 2022. Le programme offre une flexibilité maximale pour personnaliser les trajectoires d'études en fonction des besoins d'apprentissage individuels et des opportunités de carrière. Au cours du cursus académique, les boursiers pourront choisir un profil disciplinaire entre : ingénierie et hydrologie, gouvernance et management, environnement, assainissement ou innovation numérique. Au Sahel, les eaux de surface sont rares. Pour combler leurs besoins, les pays de la région ont recours aux eaux souterraines dont la gestion durable nécessite des compétences professionnelles. La bourse comprend les frais de scolarité complets, l'assurance maladie, le coût du visa / permis de séjour pour les Pays-Bas et une allocation mensuelle.

I.M./Unesco

«HUMILIÉE» PAR LE MALI QUI EXIGE LE DÉPART «SANS DÉLAI» DE BARKHANE La France réagit de manière «intempestive»

Alors que Bamako a demandé à Paris de faire partir «sans délai» ses soldats, le Premier ministre a expliqué aux députés que ce départ se fera «en bon ordre et en sécurité» et que la France ne tolérera «aucun ultimatum» pour le retrait de ses troupes, assure Castex.

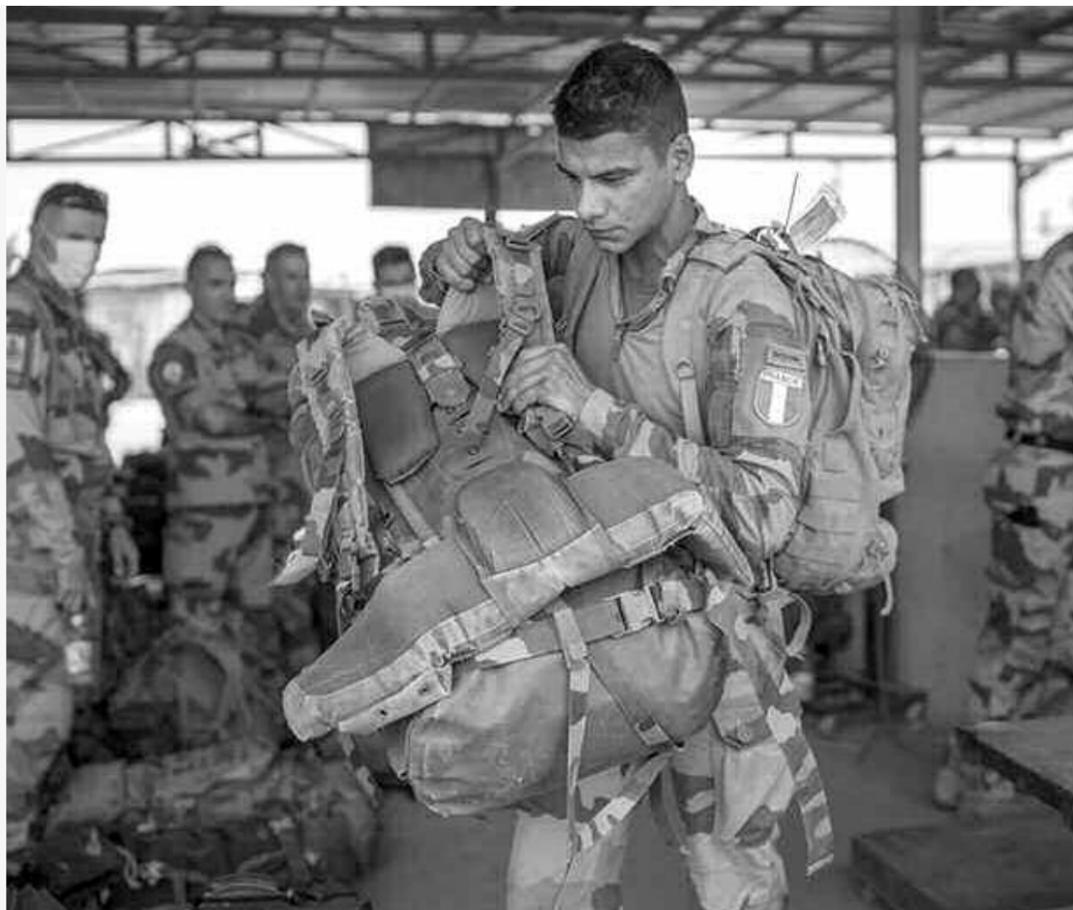
L'exécutif ne veut pas se faire dicter son calendrier par la junte au pouvoir au Mali. La France ne tolérera «aucun ultimatum» et ne sera «sensible à aucune pression» dans la gestion du retrait de ses troupes. Ce départ se fera «en bon ordre et en sécurité», a assuré mardi Jean Castex lors d'une déclaration devant l'Assemblée nationale suivie d'un débat sans vote dans un hémicycle dégarni. Alors que Bamako a demandé vendredi à Paris de faire partir «sans délai» ses soldats, le Premier ministre a répondu que «la sécurité de nos soldats, comme celle de nos ressortissants, sera notre priorité». La France a annoncé jeudi le désengagement progressif des quelque 2.400 militaires déployés au Mali, sur un total de 4.600 au Sahel, dans un contexte de vives tensions avec les colonels arrivés au pouvoir par la force en août 2020.

WAGNER, L'OBSESSION DES FRANÇAIS

Sur le plan militaire, la France va «fermer les bases de Gossi, Ménaka et enfin Gao.

La manœuvre (...) durera entre quatre et six mois», a expliqué Jean Castex. Revenant sur les raisons du départ de la France après neuf années d'engagement, le Premier ministre a écrié un régime qui a «renié, un par un, ses engagements» et qui a «fait le choix de s'appuyer sur une organisation privée bien connue de mercenaires russes, Wagner, dont le modèle économique repose sur la prédation des richesses des pays dans lesquels elle opère».

«Il n'est aujourd'hui plus possible de nous investir dans un pays dont les autorités ne souhaitent plus coopérer avec les Européens et entravent leur



capacité d'action», a-t-il plaidé. La ministre de la Défense Florence Parly a pour sa part assuré que «nous prenons toutes les mesures pour éviter tout contact (...) avec Wagner».

Au nom de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon a quant à lui estimé que l'intervention au Mali se soldait par un «échec», mais a ajouté que «nous méritons d'être respectés».

«La France n'a pas envahi le Mali, mais est venue à l'appel des autorités maliennes, elle y est restée à la demande des gouvernements» de ce pays, a fait valoir le candidat à la présidentielle.

UNE «BÉRÉZINA» SELON FRÉDÉRIQUE DUMAS

Pour le LR Jean-Louis Thiériot, malgré des «succès militaires (...) on peut avoir l'impression d'un échec diplomatique». «Comment en sommes-nous arrivés là ?», s'est-il interrogé. Jean-Christophe Lagarde (UDI), a lui mis en cause les «hésitations stratégiques successives», assurant que malgré des victoires militaires «tactiques», le «bilan de notre intervention au Sahel est à ce jour un échec». Son de cloche similaire pour le petit groupe d'opposition Libertés et Territoires, la députée Frédérique Dumas a dénon-

cé une «Bérézina», et chez les communistes, Jean-Paul Lecoq a estimé que «l'échec était prévisible depuis le premier jour». Mais pour le patron des députés LREM Christophe Castaner «l'échec aurait été de renoncer face à la difficulté», alors que Paris redéploie ses forces dans la région. «S'il y a échec, c'est celui de la junte militaire» malienne, a enfin renchéri Florence Parly.

A Bamako, le départ des Français, malgré les mots lancés à Paris, est perçu comme une «victoire de la souveraineté malienne face au néocolonialisme».

R.I.

SAHARA OCCIDENTAL:

Les forces marocaines répriment une manifestation pacifique à Dakhla occupée

Après plusieurs jours de tensions dans les territoires occupés, spécialement à Dakhla, la police marocaine a choisi de réprimer les manifestants, de crainte que les choses ne débordent en émeutes.

En effet, les forces marocaines ont réprimé lundi soir dans la ville de Dakhla occupée, des manifestants pacifiques sahraouis qui réclamaient que justice soit rendue dans l'affaire de l'assassinat de Lahbib Aghrichi.

Des extraits de vidéos ont été relayés sur les réseaux sociaux montrant une foule nombreuse de citoyens sahraouis qui manifestaient à Dakhla occupée, dans le cadre d'un mouvement lancé depuis quelques

jours pour exiger des autorités de l'occupation de dévoiler les circonstances de ce crime et punir ses auteurs.

Des affrontements ont eu lieu entre des civils sahraouis et les forces marocaines appuyées par des policiers en civil ou portant des uniformes officiels et des forces auxiliaires, selon les extraits vidéos.

Les forces du Makhzen ont jeté des pierres sur des maisons sahraouies et brisé les vitres de voitures, d'après la même source.

Des internautes ont publié sur les réseaux sociaux les noms de jeunes sahraouis enlevés par les forces marocaines, dont l'ancien prisonnier politique Rachid Asseghir, suite à leur

participation à des manifestations et marches pacifiques quotidiennes que connaît depuis quelques jours la ville de Dakhla.

Ces manifestations ont été déclenchées après la disparition depuis quelques semaines, de Lahbib Aghrichi "dans des circonstances non élucidées". Après avoir refusé d'ouvrir une enquête sérieuse sur cette disparition, les autorités marocaine ont annoncé, il y a deux jours, dans un communiqué, l'assassinat de ce citoyen sahraoui sans en clarifier les circonstances.

Soutenue par de nombreux Sahraouis, sa famille a lancé un appel à des manifestations pour exiger des autorités

marocaines de faire la lumière sur les circonstances de ce crime abject, et de poursuivre en justice ses auteurs.

La famille de la victime dénonce le fait que les autorités marocaines rechignent à élucider cette affaire, notamment après que des détails ont émergé sur l'implication de parties influentes proches des autorités marocaines.

Selon des informations publiées par des médias sahraouis, l'implication des autorités marocaines dans le crime a été confirmée après l'assassinat du seul témoin qui est apparu dans des vidéos en compagnie de Lahbib Aghrichi avant sa disparition.

R.I./avec Aps

HANDBALL-CHAMPIONNAT
D'AFRIQUE FÉMININ U20**DÉFAITE DE
L'ALGÉRIE FACE
AU NIGÉRIA**

La sélection féminine algérienne de handball des U 20 s'est inclinée face à son homologue nigérienne sur le score de 21 à 34 (mi-temps : 08-16), en match comptant pour la 3e et dernière journée du groupe B du Championnat d'Afrique des nations de la catégorie, disputé avant-hier à Conakry (Guinée). Il s'agit de la troisième défaite des Algériennes, après celles concédées face à la Guinée (21-36) et la Tunisie (23-37). L'autre match du groupe B, oppose la Guinée à la Tunisie à 19h00. Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les demi-finales prévues le 24 février, alors que la finale aura lieu le 26 février. Le Championnat d'Afrique des nations U20 est qualificatif pour le Championnat du monde de la catégorie prévu en juin 2022.

LIGUE DES CHAMPIONS

**LA JUVENTUS
OBTIENT LE NUL
FACE À VILLARREAL**

La Juventus Turin n'a pu ramener qu'un match nul de son déplacement en Espagne (1-1) en 8es de finale aller de la Ligue des champions. La Juventus Turin abordera dans trois semaines son 8e de final retour à domicile dans de bonnes dispositions après avoir obtenu un match nul sur la pelouse de Villarreal (1-1). Les Transalpins ont trouvé l'ouverture dès la 1e minute de jeu et même la 31e seconde sur un magnifique enchaînement dans la surface de leur buteur Dusan Vlahovic mais Pajero a égalisé en deuxième période (66e) pour l'équipe dirigée par Unai Emery.

BOXE/MÉMORIAL DE STRANDJA (BULGARIE)

**L'Algérienne Ichrak Chaïb
qualifiée au deuxième tour**

La boxeuse algérienne Ichrak Chaïb (66 kg) s'est qualifiée avant-hier au deuxième tour du tournoi international "Mémorial de Strandja", qui se déroule du 20 au 27 février courant à Sofia (Bulgarie), après sa victoire contre la Suisse Anna Jenni sur le score de 4-1. Au prochain tour, prévu mercredi, Chaïb sera appelé à défier la gagnante du combat qui mettra aux prises la Kazakh Dariga Shakimova et la Bulgare Melis Yonuzova. Avec cette brillante qualification, Chaïb emboîte le pas à ses compatriotes Roumaïssa Boualem (50 kg) et Abdel-Nacer Ben Laribi (63,5 kg) qui avaient remporté leurs combats un peu plus tôt, se qualifiant respectivement au deuxième et au troisième tour. Boualem avait dominé la Kazakh Zhazira Urakbayeva,



également sur le score de 4-1, se qualifiant ainsi au deuxième tour, où elle sera appelée à défier l'Indienne, Anamika, vainqueur aux dépens de la Bulgare Zlatislava Chukanova. De son côté, Ben Laribi a fait son entrée en lice directement au deuxième tour, car exempté du premier, tout comme son adversaire, le Moldave Stefan Vozneacovschi, qu'il a assez facilement dominé aux points (4-1). La qua-

trième et dernière représentante algérienne engagée dans ce tournoi, Imane Khelif (63 kg), fera son entrée en lice ce mardi, à partir de 18h00 (heure algérienne) contre l'Italienne Miriam Tommasone. Plus de 450 boxeurs (messieurs et dames), représentant 36 pays, prennent part à ce prestigieux tournoi international, lancé en mars 1950 et dont c'est la 73e édition cette année.

CHAMPIONNAT ARABE DE CROSS-COUNTRY

**L'Algérie troisième au
classement par équipes**

Les sélections algériennes de cross-country, messieurs et dames, ont terminé à la 3e place du classement par équipes du Championnat arabe de la discipline, disputé avant-hier à Manama au Bahreïn.

La première place du classement par équipes messieurs est revenue à l'équipe de Bahreïn, alors que le Maroc a pris la deuxième place.

En individuel messieurs, la meilleure performance algérienne a été réalisée par Kheirddine Bourouina qui a terminé à la 12e place avec un chrono de (32:19.47), alors que le titre arabe a été remporté par le Bahreïni Zoheir Aoued devant son compatriote Birhatou Yamatou et le Djiboutien Ibrahim Hassen Bouh.

Chez les dames, les coureuses bahreïniennes, Yavi Wilfreid, Moutu Tamaris et Routh Djibet ont réalisé le triplé, tandis que la meilleure algérienne Riham Senani a pris la 11e place avec un temps de (40:22.42). Dans les courses



des jeunes catégories, l'Algérie a décroché l'argent chez les U18 garçons, U18 filles et U20 filles, alors que les U20 garçons ont obtenu le bronze. Cette 24e édition du Championnat arabe de cross-country a enregistré la

participation de 121 athlètes représentant 14 pays, à savoir, Bahreïn, l'Algérie, le Maroc, les Emirats arabes unis, la Jordanie, Djibouti, l'Arabie saoudite, le Soudan, le Syrie, l'Irak, Oman, le Koweït, le Liban et le Yémen.

LIGUE 1 FRANÇAISE

**La FAF apporte son soutien à Belaïli,
victime de propos xénophobes**

La Fédération algérienne de football (FAF) a apporté avant-hier son "soutien indéfectible" à l'ailier international algérien du Stade brestois 29 Youcef Belaïli, victime dimanche de propos xénophobes, lors du match en déplacement de son équipe face au Stade de Reims (1-1), pour le compte de la 25e journée de la Ligue 1 française de football. "La FAF apporte son soutien indéfectible à l'international des Verts Youcef Belaïli qui a fait l'objet de propos xénophobes lors du match de championnat de Ligue 1 française qui a opposé dimanche son équipe au Stade de Reims, et condamne vigoureusement ces attitudes rétrogrades et d'un autre temps qui vont à l'en-

contre des vertus du sport et du fair-play", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Au cours de cette rencontre, Belaïli, qui a rejoint le Stade brestois cet hiver pour un contrat de six mois avec une option de deux ans supplémentaires, a été la cible de plusieurs insultes et chants à caractère raciste proférés par des supporters rémois. Le Stade brestois 29 a de son côté réagi lundi en publiant un communiqué sur son site officiel, tout en condamnant "fermement" ces propos "inqualifiables". "Le Stade brestois 29 et le Stade de Reims ont pris acte du témoignage sur les réseaux sociaux d'un spectateur rela-

tant d'éventuels propos racistes tenus à l'encontre du joueur Youcef Belaïli. Le Stade Brestois 29 se joint au Stade de Reims pour condamner fermement les propos relayés, si toutefois ils s'avèrent avoir été proférés. Des propos inqualifiables, qui n'ont leur place ni dans un stade de football ni dans aucun autre lieu de notre société", a écrit le club breton. Avant d'enchaîner : "S'il n'existe, à l'heure actuelle, aucune preuve tangible (photos, vidéos, témoignages concordants) permettant de caractériser l'infraction, les deux clubs travaillent conjointement pour tenter d'identifier les auteurs de ces insultes présumées".

HANDBALL-
CHAMPIONNAT
D'AFRIQUE FÉMININ
U20**DÉFAITE DE
L'ALGÉRIE FACE AU
NIGÉRIA**

La sélection féminine algérienne de handball des U 20 s'est inclinée face à son homologue nigérienne sur le score de 21 à 34 (mi-temps : 08-16), en match comptant pour la 3e et dernière journée du groupe B du Championnat d'Afrique des nations de la catégorie, disputé avant-hier à Conakry (Guinée). Il s'agit de la troisième défaite des Algériennes, après celles concédées face à la Guinée (21-36) et la Tunisie (23-37). L'autre match du groupe B, oppose la Guinée à la Tunisie à 19h00. Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les demi-finales prévues le 24 février, alors que la finale aura lieu le 26 février. Le Championnat d'Afrique des nations U20 est qualificatif

pour le Championnat du
monde de la catégorie prévu
en juin 2022.**LIGUE DES
CHAMPIONS
LA JUVENTUS
OBTIENT LE NUL FACE
À VILLARREAL**

La Juventus Turin n'a pu ramener qu'un match nul de son déplacement en Espagne (1-1) en 8es de finale aller de la Ligue des champions.

La Juventus Turin abordera dans trois semaines son 8e de final retour à domicile dans de bonnes dispositions après avoir obtenu un match nul sur la pelouse de Villarreal (1-1).

Les Transalpins ont trouvé l'ouverture dès la 1e minute de jeu et même la 31e seconde sur un magnifique enchaînement dans la surface de leur buteur Dusan Vlahovic mais Pajero a égalisé en deuxième période (66e) pour l'équipe dirigée par Unai Emery.

CASBAH D'ALGER

Des architectes au chevet de la cité

Diplômés de l'Ecole algérienne d'architecture, ayant poussé leurs études et enrichi leurs connaissances en Algérie et à l'étranger, les architectes Mehdi Ali-Pacha et Aïssa Mesri sont à pied d'œuvre depuis de nombreuses années au chevet de différents sites et secteurs sauvegardés du patrimoine algérien.



Ayant travaillé dans des chantiers ou des études préalables à des opérations de restauration dans des sites comme la Casbah d'Alger, les ksour de Ghardaïa, le ksar de l'Amenokal Moussa

Ag Amastan à Tamanrasset ou encore le fort de Bordj El Kiffan, ces deux architectes ayant fondé les agences "Mehdi Ali-Pacha" et "Archimed" mutualisent leurs efforts et leurs connaissances au service du patrimoine algérien.

Diplômé en 1996, Aïssa Mesri, a entamé sa carrière sur le plan de sauvegarde du ksar d'El Atef à Ghardaïa à l'occasion de son millénaire, il décroche le premier Prix national d'architecture et d'urbanisme en 1998 avec un projet de restaura-

tion d'un îlot pilote de plusieurs bâtisses en collaboration avec l'office de protection de la vallée du M'zab (OPVM). Cet architecte, Co-fondateur de l'agence "Archimed", a également travaillé sur le Ksar de l'Amenokal Moussa Ag Amastan à Tamanrasset ou encore le fort de Bordj El Kiffan à Alger en plus d'avoir pris part aux travaux d'urgence de la Casbah d'Alger depuis 2008. Plus récemment, Aïssa Mesri a pris en charge la restauration de la Poudrière de la Citadelle d'Alger, qui

devrait être inaugurée pour la Journée nationale de la Casbah ce 23 février.

Sur de nombreux projets il travaille en collaboration avec Mehdi Ali-Pacha, architecte du patrimoine agréé par le ministère de la Culture et des Arts et qui avait poursuivi ses études en France où il avait exercé pendant dix ans avec un architecte en chef des monuments historiques.

En 2012, il décide de rentrer en Algérie pour mettre à profit les compétences acquises dans des projets algériens. Depuis son installation en tant qu'architecte du patrimoine et la création de son agence d'architecture, Mehdi Ali-Pacha a mené de nombreux projets d'études et de restauration à Constantine, à Annaba, à Bouira, à Oran et particulièrement à la Casbah d'Alger où il a été chargé en 2016 par la wilaya d'Alger de restaurer l'îlot Bouhired, un ensemble de quatre maisons incluant la demeure historique de la famille Bouhired M'barek.

Ces deux architectes qui présentent cette année le fruit concret de leurs travaux de restauration, prouvent l'efficacité des compétences algériennes à intervenir selon les normes sur des monuments historiques et des bâtisses lourdement endommagées, et à mener des chantiers délicats en collaboration avec un réseau de producteurs et d'artisans locaux.

L'espoir relancé par les équipes de l'agence "Mehdi Ali-Pacha" et "Archimed" devrait pouvoir se prolonger et provoquer un effet boule de neige, les architectes étant déjà sur d'autres études dans des palais comme Dar El-Hamra, Dar Essouf et Dar Essadaqa. Ils confient également qu'un bon nombre de leurs confrères, tout aussi compétents, sont aussi au chevet de la cité historique avec des projets en cours et d'autres à venir.

APS

AMBASSADE D'ESPAGNE
EN ALGÉRIE

**CYCLE CINÉMA
IBÉRO-AMÉRICAIN
DU 02 AU 14 MARS
À LA CINÉMATHÈQUE
D'ALGER**

L'Ambassade d'Espagne en Algérie et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec les ambassades ibéro-américaines accréditées en Algérie et le Ministère de la Culture et des Arts, organisent un Cycle de Cinéma Ibéro-américain du 2 au 14 mars 2022, à la Cinémathèque d'Alger. Ce cycle s'intéresse à des films hispanophones contemporains produits dans les anciennes colonies ibériques d'Amérique latine. Il est composé de 10 films qui seront programmés chaque jour (sauf les vendredis et le 8 mars). L'inauguration aura lieu le mercredi 2 mars 2022, à 18h avec la projection du premier film intitulé « Mi Obra Maestra », réalisé en 2018 par Gaston Duprat et sera suivie d'un cocktail. L'accès aux projections est totalement gratuit et ouvert au public, dans la limite des places disponibles. Les films seront projetés en espagnol avec un sous-titrage en français ou en anglais. Le cycle sera clôturé le 14 mars 2022 avec la projection du film « Especial », produit en 2021 par Ignacio Márquez bajo. Le même cycle est également prévu du 17 au 28 mars 2022 à la salle Es-Saâda (Ex-Colisée) d'Oran. Pour plus d'informations, nous vous prions de consulter les pages Facebook des Instituts Cervantes d'Alger et d'Oran.

M. D.

TRAITEMENT L'ENSEIGNEMENT DE TAMAZIGHT À TITRE FACULTATIF Le HCA appelle à la révision de la loi



Le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA) plaide pour la révision de la loi d'orientation sur l'Éducation nationale dans ses articles traitant l'enseignement de Tamazight à titre facultatif, a affirmé avant-hier à Igli, dans la wilaya de Béni Abbès, Si El-Hachemi Assad, secrétaire général du HCA. Le premier responsable du HCA a, pour cela, préconisé la mise sur pied d'un groupe de travail, qui doit plancher sur certains des articles de la loi 08/04 du 23 janvier 2008 d'orientation sur l'éducation nationale, qui stipule que l'enseignement de tamazight est facultatif. C'est suivant le préambule et

l'article 4 de la Constitution qui consacre Tamazight en tant que langue nationale et officielle, et considérant l'existence de déséquilibres fondamentaux dans la même loi d'orientation scolaire, que le HCA a saisi les autorités et responsables ayant des prérogatives de saisir la Cour constitutionnelle, à savoir les présidents du Conseil de la Nation et de l'APN et le Premier ministre. Le HCA, a-t-il dit, a signalé l'inconstitutionnalité de certains articles de cette loi, en application du paragraphe 2 de l'article 192 de la Constitution, a-t-il précisé à l'APS en marge du lancement officiel de l'ensei-

gnement de Tamazight dans les établissements scolaires de la wilaya de Béni-Abbes. Le HCA a également remis des exemplaires du mémorandum sur le cadrage politique et méthodologique de l'enseignement et l'apprentissage de tamazight Horizons 2038 (tant en arabe qu'en langues étrangères), dans lequel ont été examinées toutes les données et éléments institutionnels pour une évaluation quantitative et qualitative de l'enseignement de la langue amazighe en Algérie, avec une vision prospective claire tendant à la généralisation progressive de l'enseignement de Tamazight à l'horizon 2038, a-t-il expliqué.

Le coup d'envoi officiel de l'enseignement de la langue amazighe à travers la wilaya de Béni Abbès par le SG du HCA au niveau de l'école « Bayazid Ahmed » à Igli, en présence autorités de cette daïra et des responsables du secteur de l'Éducation de la wilaya de Béni-Abbes, a été favorablement accueilli par les enseignants et les parents d'élèves présents à la cérémonie. Deux groupes totalisant 100 élèves sont inscrits pour l'apprentissage de cette langue au niveau de l'école pour l'année scolaire 2021-2022, grâce à trois enseignants formés dans cette matière, a signalé le directeur local du secteur de l'Éducation, Ali Korzi.

Cette première expérience sera généralisée à travers les écoles primaires des daïras de Béni-Abbes et de Tabelbella, a-t-il aussi fait savoir.

M. D.



À VENDRE

Appartement de type F3.
Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271



Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook : [LEXPRESSDZ](https://www.facebook.com/LEXPRESSDZ)

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE SETIF

DAIRA DE MAOKLANE

COMMUNE DE TALA IFACENE

N° indenté fiscal :000319429047336

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 01/2022

Conformément à la disposition de l'article 43 du décret présidentiel N° 247/15 DU 16/09/2015 portent la réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de la Commune de TALA IFACENE lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour:

PROJET : REHABILITATION DE LA ROUTE PRINCIPALE CENTRE TIZI NBRAHAM SUR 2 KMS

Les conditions de Participation: Les entreprises répondantes aux conditions suivantes:

- Avoir une qualification dans le domaine des Travaux Publics catégorie Cinq (05) ou plus comme activité principale.

- Les intéressés par le présent avis peuvent soumissionner et retirer le cahier des charges auprès de la commune de Tala ifacene "bureau des marches" contre paiement d'un montant de 5.000,00 DA libellé au Compte de Monsieur LE TRESORIER COMMUNAL DE MAOKLANE dès la première parution du présent avis dans deux journaux nationaux ou BOMOP.

Les Offres doivent parvenir au plus tard **Quinze (15) jours** calendaires à compter de la première parution du présent avis dans deux journaux nationaux ou BOMOP.

Les Offres seront déposées dans le siège de la commune du Tala ifacene "bureau des marches" dans un enveloppe extérieure cachetée et anonyme ; comportant la mention :

«À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

Appel d'offres national ouvert N° 01/2022

PROJET : REHABILITATION DE LA ROUTE PRINCIPALE CENTRE TIZI NBRAHAM SUR 2 KMS.

L'enveloppe extérieure comportera trois autres enveloppes cachetées:

1-Première enveloppe: indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'offre national ouvert, ainsi que la mention «dossier de candidature», contenant les pièces suivantes:

01	Déclaration de candidature contenant toutes les informations, datées et signées.
02	Déclaration de probité contenant toutes les informations, datées et signées.
03	Copie de la qualification en Travaux Publics catégorie Cinq (05) ou plus comme activité principale en cours de validité le jour du dépôt.
04	Copie du Statut de l'entreprise concernée.
05	Copies des bilans financiers des trois dernières années (2018/2019/2020) visées par les services des impôts
06	Copies des attestations de bonne exécution dument justifiées similaires en Travaux Publics délivrées par les maîtres d'ouvrages durant les années 2018 jusqu'au 2021.
07	Liste des moyens humains déclarés à la CNAS de l'année en cours, justifiés par les certificats de travail et les certificats d'affiliations à la CNAS, et Diplôme pour l'encadrement.
08	Liste du matériel, appuyée par (photocopies des cartes grises avec assurance en cours de validité, certificat de roulement provisoire en cours de validité) pour le matériel roulant, et le PV de constat de l'huissier de justice ou expert valable pour une année jusqu'au dépôt des offres.

2-deuxième enveloppe :

indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'offre national ouvert, ainsi que la mention «l'offre technique», et contient les pièces suivantes :

01	Déclaration à souscrire contenant toutes les informations, datées et signées.
02	Prescription pour les soumissionnaires contenant toutes les informations, datées, signées et cachetée.
03	Cahier des charges contenant toutes les informations datées, signées et cachetée, et portant à la dernière page la mention manuscrite «du et accepté».
04	Le plan de charge selon le formulaire ci-joint contenant toutes les informations, datées, signées et cachetée.
05	Le mémoire technique justificatif contient toutes les informations, datées, signées et cachetée
06	le planning d'exécution des travaux avec détail du mode d'organisation et d'intervention en fonction des délais et des moyens.

Les offres présentées par un groupement de deux (02) ou plusieurs entrepreneurs associés devront répondre à l'offre.

a/ Le groupement désignera un responsable principal (chef de file) dont le nom et les attributions figureront sur le protocole d'accord notarié que le groupement devra fournir obligatoirement dans son offre. Suivant l'article 81 du décret présidentiel N° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

b/ Le chef de file du groupement devra être qualifié dans les lots ci-dessus.

c/ Le chef de file, seul représentant du groupement vis-à-vis du service contractant, assumera toutes les responsabilités, recevra et appliquera les instructions du service contractant. L'exécution de l'ensemble du marché lui sera exclusivement confiée et les paiements seront effectués en son nom.

3-Troisième enveloppe: indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'offre nationale ouverte, ainsi que la mention «l'offre financière», et contient les pièces suivantes:

01	Lettre de soumission contient toutes les informations datées, signées et cachetées.
02	Le bordereau des prix unitaires (BPU) dument rempli, daté, signé et cacheté.
03	Le devis quantitatif et estimatif (DQE) dument rempli, daté, signé et cacheté.

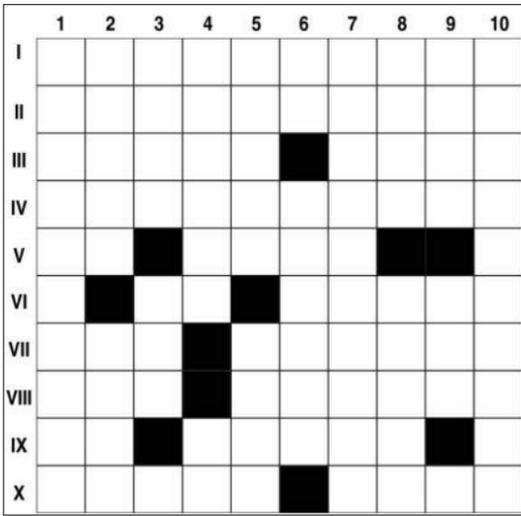
- Les entreprises restent engagées par leurs offres pendant Trois (03) Mois à compter de la date limite de dépôt des offres, dans le cas, où le service contractant n'est pas en mesure d'attribuer le marché et le notifier avant l'expiration du délai de validité des offres, il peut le proroger, après accord des soumissionnaires concernés, dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un (01) mois supplémentaire.

- la date de dépôt des offres est fixée à **Quinze (15) jours** à partir de la 1ère parution dans deux journaux nationaux ou BOMOP, à partir de huit heure (08h00) du matin jusqu'à quatorze heure (14h00), Si ce jour coïncide avec une journée férié ou un jour de repos légal, cette date sera reportée au premier jour ouvrable suivant.

- la séance d'ouverture des plis à laquelle les soumissionnaires sont invités à assister, sera publique et aura lieu le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à quatorze heure (14h00) au siège de la commune de Tala ifacene "salle des réunions".

- le maître de l'ouvrage pourra prolonger exceptionnellement le délai de préparation des offres en cas de nécessité.

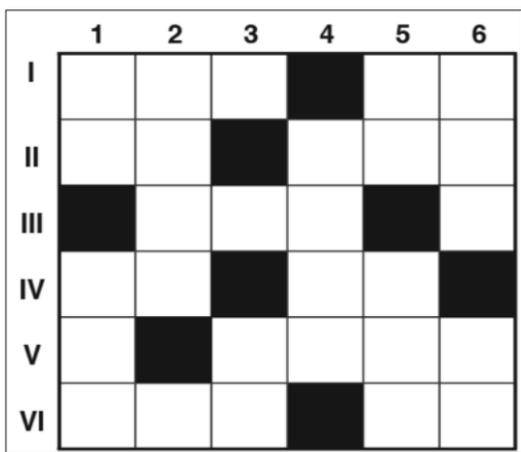
Mots Croisés



HORIZONTELEMENT
 I. Arbre des cours d'école.
 II. Perte de mémoire.
 III. Petit verre. Agence française pour la recherche.
 IV. Perfectionnées.
 V. Largeur. Jeu de construction.
 VI. Particule. Précède le colon.
 VII. Col rouge.
 VIII. Manière. Un cheval volant, ça vous laisse complètement médusé !
 IX. Académie. Appétit pour la bonne chair.
 X. Bijoux. Condition.

VERTICALEMENT
 1. Il a la folie des grands. 2. Insécable. Serpenteaire.
 3. Erre. Trousseau.
 4. Petite voie. Ecot.
 5. Qui s'y frotte s'y pique. On l'a sur le bout de langue.
 6. Devant la Vierge. Têtes prêtes à exploser.
 7. L'article de la mort. Variation.
 8. Rein en capilotade.
 9. Irlande. Armée secrète.
 10. Epreuve.

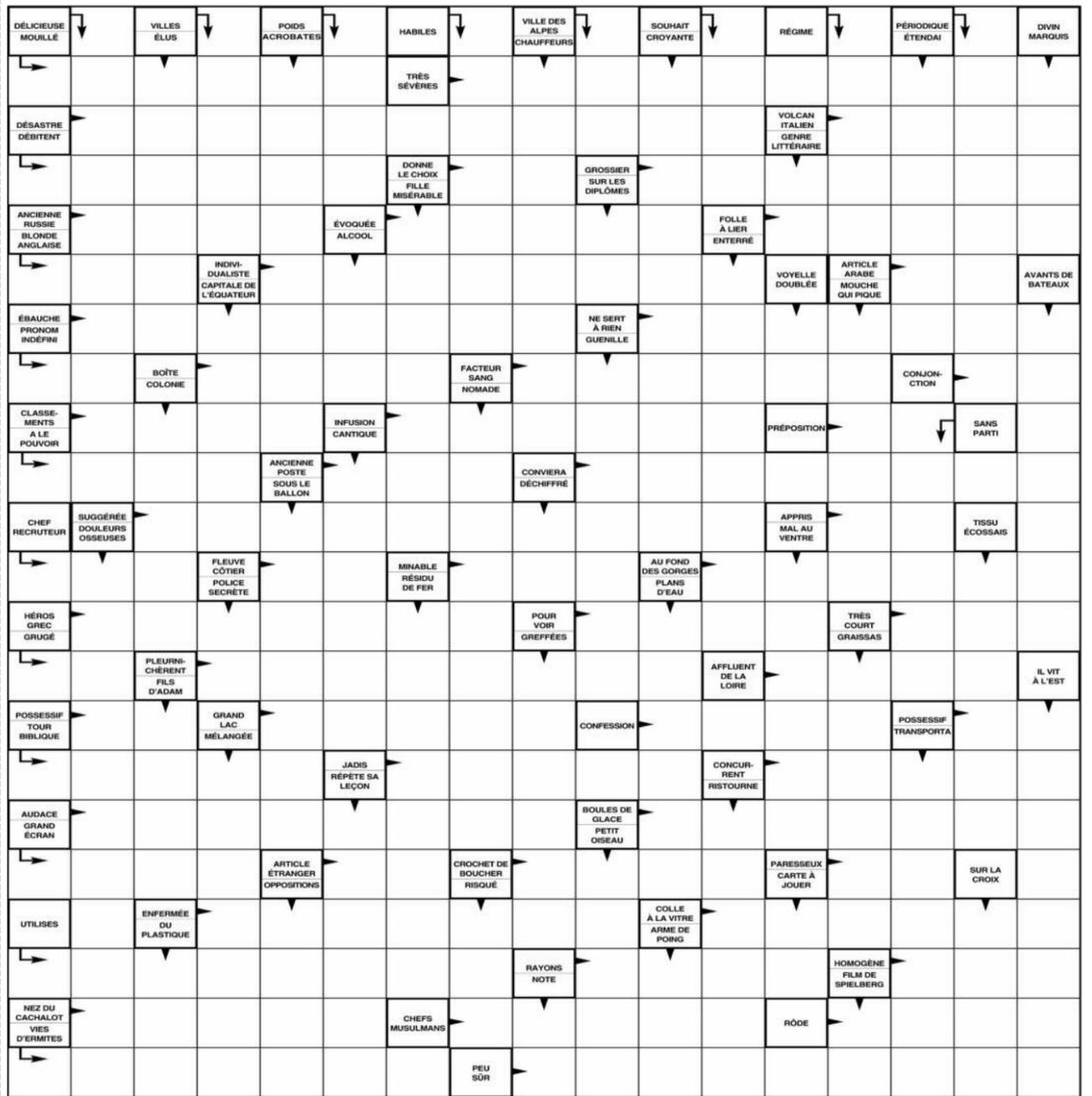
NOMBRES CROISÉS



HORIZONTELEMENT
 I. Puissance de 2. Un isotope du carbone bien connu des archéologues. II. Nombre d'Etats Unis. Date de la mort de l'empereur Commode (le méchant dans Gladiator). III. Au service secret de sa majesté. IV. Banco au black jack. Le nombre de syllabes dans un haïku japonais. V. L'année de la Saint-Barthélemy. VI. Le chiffre de la

Bête. Département de la Sarthe
VERTICALEMENT
 1. Une équipe de rugby au complet. Cube de 6. 2. L'odyssée de l'espace. 3. La somme des quatre premiers nombres impairs. 4. Mort de Louis XIV. 5. Racine carrée de 361. Version d'un avion Boeing. 6. Jeu de dés. Numéro atomique du titane.

Les mots fléchés



SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

SOLUTIONS DES MOTS CROISÉ N°4 «VOYAGES»

Horizontalement :

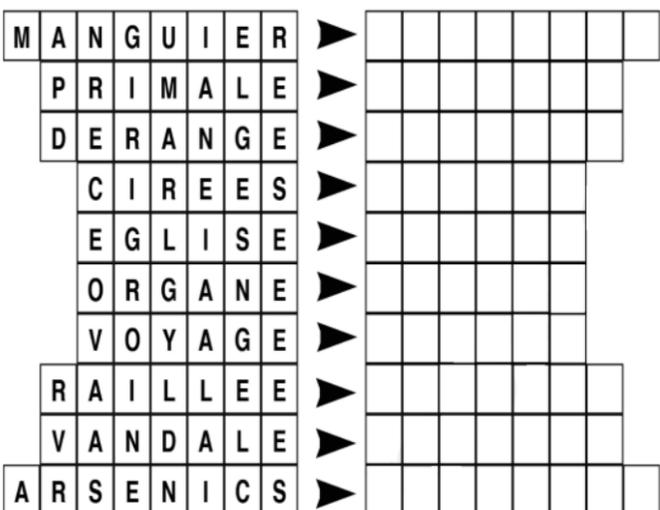
1. Iledelareunion.
2. Latitudes. Usees.
3. Egare. Rituel. Ra.
4. Mulatres. Ecer.
5. Ane. Eus. Cendres.
6. Ue. Islam. Ee.
7. Faine. Raifort.
8. Ilet. Ob. Orl.
9. Caresse. Ep. Aere
10. Ei. Aa. Potion.
11. Noumea. Tacon.
12. Mer. Cv. Rose. Io.
13. Pitre. Ni. Ame.
14. Palmiste. Epieu.
15. Soie. Guinee.

VERTICALEMENT :

1. Ilemaurice. Mu.
2. Lagune. Laine. Po.
3. Etale. Fer. Orpai.
4. Dira. Bateau. Ile.
5. Etete. Sam. Tm.
6. Lu. Ruines. Ecrin.
7. Adresse. Epaves.
8. Reiss. Tg. Est. Carbet. Eu.
10. Ulema. Piton.
11. Nu. Io. Oasien.
12. Isledfrance. Pe.
13. Oe. Creole. Aie.
14. Neree. Ranime.
15. Sars. The. Soeur.



MOTS MÊLÉS N°5



- Fleur de balcon
- Un sacré coco, cet arbre-là !
- Fruit exotique
- Un fruit rouge
- Une céréale un peu oubliée
- Un fruit apprécié en hiver
- Fruit tropical
- Fruit des montagnes
- Fleur des massifs méditerranéens
- Fleur de printemps

- AIX
- APT
- ARLES
- AUBAGNE
- AUPS
- AVIGNON
- BANDOL
- CANNES
- CASSIS
- DIGNE
- FREJUS
- HYERES
- LUNEL
- MIRAMAS
- NICE
- ORANGE
- SALON
- SORGUES
- TOULON
- VENCE



REPORTEZ LES ANAGRAMMES DES MOTS DE LA GRILLE DE GAUCHE DANS LA GRILLE DE DROITE, À L'AIDE DES DÉFINITIONS INDIQUÉES.

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N°4 :
 La phrase-mystère est : **L'EAU EST BONNE**

IMMOBILIER VENTE

● Cabinet de gestion immobilière met en location un duplex bien fini, luxueusement meublé et bien situé avec une belle vue dégagée, étage 5 et 6ème. en toutes commodités ;eau, électricité, gaz, chauffage central. sis au centre ville, tizi ouzou.

prix : 50 000 da/mois. accepte longue durée (01 année).

pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous:

Tél fixe : 026 20 92 42
Tél mob : 0560 93 33 14

● Cabinet de gestion immobilière met en vente un logement de type f3 bien fini, surface 87 m² environ situé au 2eme étage. bâtisse très bien finie, avec 02 façades et en toutes commodités, acté et accepte un crédit bancaire. sis à lot bouzar, tizi ouzou.

prix : 840 u négociable.

pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous :

Tél fixe : 026 20 92 42
Tél mob : 0560 93 33 13/14

● Cente une carcasse khraissia hai salam 200 m2 bâtie sur 168 m2 r+1 possibilité r+3 deux garages dardine façades de 12 mètres l'eau gaz vrd electricité acte décision la cadastre et passer au 2015

Le prix : 3 milliard négociable
Tél mob : 07 72 96 4093

● vente des terrain caractere promotionnel industriel agricole partenariat habitation residentiel

Tél fixe : 023 94 91 40
Tél mob : 0795 78 66 93

● agence immo loue villa haouche chaouch el achour convient pour habitation,bureau,centre de remise en forme,spa ou autre.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Vente ou partenariat terrain.caractère agricole lieu boumerdess sidi belabess bouira tlemcen tiziouzou temouchent bejaia blida.

Tél mob : 0795 78 66 93

IMMOBILIER LOCATION

● Particulier à particulier loue studio toutes commodites , libre de suite, meublé climatisé, interphone , à boumerdes au 1er niveau de villa proche de liap et inh. constitué d'1 pièce avec chambre a coucher, 1 cuisine avec réfrigérateur et cuisiniere, 1 salle de bain, 1 hall avec 1 table et 4 chaises et 1 balcon. convient à un couple marié sans enfants. 30000 da par mois (3 mois d'avance) curieux, intermédiaires, célibataires : s'abstenir.

Tél mob : 0552 02 32 36

● Agence immo loue un appartement f3 residence les pins ouled fayet bien situé avec toutes commodites / cuisine équipée/ chauffage central / climatisation / parking sous sol / espace vert / ...etc / prix : 100 000 da

Tél mob : 0662 86 06 96

● Studio + salle de bain + petite courre à 1 700 000 centimes par mois et 20 400 000 centimes par an.

Tél mob : 0553 45 17 65

● Agence immo loue baba hassan très



bien situé,sur le boulevard 03 niveaux,composé de trois f4,libre de suite.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Agence immo loue un appartement f3 a cheraga en plein centre ville bien situé convient habitation où bureaux.

Tél mob : 0662 86 06 96

OFFRES D'EMPLOI

● Agence immo loue niveau villa f4 boudjemaa tamime, draria,libre de suite.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Nous cherchons une fille qui sera chargée de la facturation et du suivi de la comptabilité avec nos sociétés informaticien / informaticienne description missions :

- monter, installer et mettre en service les nouveaux matériels informatiques
- former les utilisateurs
- intervenir en assistance et réparation
- ordonnancer le déroulement des travaux
- réaliser les archivages et les sauvegardes des données
- suivre et mettre à jour l'information technique, économique et réglementaire
- diagnostiquer les défaillances et proposer des solutions d'amélioration
- suivre l'état des stocks.

Tél mob : 06 57 84 93

● Nous sommes une société 100% tunisienne et maintenant ouverte en algérie. si vous êtes intéressé pour faire un complément de salaire avec une possibilité de dépasser 60 000 dz par mois.

pour les étudiants est aussi possible de faire un salaire.

Tél mob : 0553 21 83 26

● Nous sommes un laboratoire d'analyse spécialisé dans les décapages de billet de banque tel que euro dollar dinar etc..... quelque soit ça couleur (noir - vert etc..)

Tél mob : 0554 26 01 89

INFORMATIQUE

● Bienvenue au service officiel labo du monde, nous mettons à la disposition de nos matériel et produit, un service rapide et efficace dans le nettoyage de billets de banque masquer et crypter dans les couleurs suivantes: noir,vert et rouge notre principale est de faire tout notre possibilité que nos clients sois satisfaite

de se d'argent crypte et de relever ceux parmi les clients qui sont:découragés et nous mettons à leur disposition les solutions ci-dessous: machine. produits efficaces et rapide et manuellement.nos principaux clients sont les banques et organisations humanitaires, les clients ayant des fortunes cryptées sont également les bienvenus.

Tél mob : 0650 79 83 25

● Vends des compteuses de billets ayant une fiabilité incomparable et un rapport qualité/prix très avantageux, homologuées par la poste d'algérie elles détectent les faux billets par u.v et m.g

Prix : premier modèle (la blanche) 16000 da h.t , deuxième modèle (la noire) 25000 da h.t, 3ème modèle (la grise) 30000 da h.t

- Garantie 12 mois, - possibilité de vente avec facture, - vente en gros et en détail.

- Livraison sur tout le territoire national avec paiement à la réception

Tél mob : 0770 91 23 53

● Spéciale promotion au laboratoire france dubois. Laboratoire france dubois exerce ses fonctions dans le cadre de décapage des billets de banque masqué de multiple couleur noir, vert, rouge, jaune et de devise internationale et nationale euro,

dollar, dinar algérien, dirham.
Tél mob : 0541 47 58 50

AUTO - MOTO

● Toyota 4x4 très propre et très solide
Marque: Toyota
Modèle: Rav 4
Année : 2013
Kilométrage : 207000
Carburant : Diesel
Puissance : 13 chevaux
Tél mob : 0559 78 62 46

● Vends fiesta titanium en très bon état, année 2012, la tole et le moteur en parfait état de marche.
Marque : Ford
Modèle : Fiesta
Année : 2012
Kilométrage : 250 000
Carburant : Essence
Tél mob : 0776 53 29 11

À VENDRE

APPARTEMENT de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse
Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible
Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles
Tel: 0770829271



Quotidien national d'information édité par la **SARL ADRA COM**
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com / Email: redaction@express-dz.com / Site Web: www.lexpressquotidien.dz / TEL/FAX: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

IMPRESSION SIA ALGER BAB EZZOUAR

PUBLICITÉ : POUR TOUTE PUBLICITÉ, S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

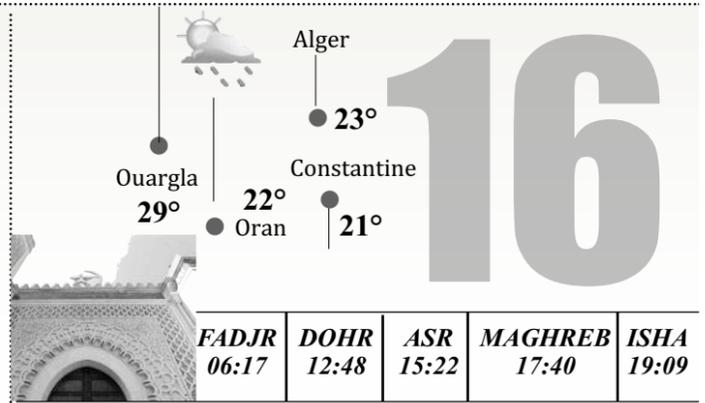
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

TOUT DOCUMENT ET PHOTO REMIS À LA RÉDACTION SONT LA PROPRIÉTÉ DU JOURNAL.

123 ET 4 DÉCÈS

123 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

LA DÉCRUE DES CAS DE CORONAVIRUS CONTINUE



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 24 FÉVRIER 2022 // N°250 // PRIX 20 DA

ANP

Mise en échec de tentatives d'introduction de quantités importantes de kif par les frontières avec le Maroc



Des tentatives d'introduction de quantités importantes de kif traité à travers les frontières avec le Maroc ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la période du 16 au 22 février, selon un bilan opérationnel rendu public hier par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contenir le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 8 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 11 quintaux et 91 kilogrammes de kif traité, tandis que 20 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en possession de 508.558 comprimés psychotropes, saisis lors de diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires", précise la même source.

Par ailleurs, "dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage près de la commune de Beni Zid, à Skikda, des détachements de l'Armée nationale populaire ont abattu, le 19 février 2022, sept (07) terroristes, récupéré six (06) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un (01) fusil à lunette, des quantités considérables de munitions, et détruit 3 bombes de confection artisanale et des casemates pour terroristes contenant des médicaments, des denrées alimentaires, des vêtements et d'autres effets", indique le communiqué, ajoutant que d'autres détachements de l'ANP "ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national". D'autre part, des détachements de l'ANP "ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf 211 individus et saisi 29 véhicules, 240 groupes électrogènes, 161 marteaux piqueurs, 10 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que

58,5 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, alors que 14 autres individus ont été appréhendés en leur possession 10 fusils de chasse et 72 quintaux de tabacs à Batna, Biskra, Touggourt, M'sila et Naâma". Les Garde-frontières, de leur côté, "ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 25.858 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras". Dans un autre contexte, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 38 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 266 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Illizi, Tlemcen et Béchar". Ces opérations, s'inscrivant dans la "dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme", ont abouti à des "résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", souligne le communiqué.

GRUPE CONDOR

MOUSSA BENHAMADI INNOCENTÉ ET RÉHABILITÉ PAR LA JUSTICE À TITRE POSTHUME

M.Emad-Eddine

La Justice algérienne a livré son verdict sur l'affaire Moussa Benhamadi, jugeant, il y a deux jours, que l'ex-patron du groupe Condor et ex-ministre de la Poste et des Télécommunications est innocent dans les affaires pour lesquels il avait été jugé.

Cette réhabilitation « à titre posthume » est toujours la bienvenue, mais laisse toutefois comme un gout d'amertume envers un homme qui a tant donné à l'Algérie, et qui a été épinglé dans le sillage de la chute du système Bouteflika et des procès qui ont suivi et ciblé les cercles proches du pouvoir. Moussa Benhamadi, comme ses autres frères, ont été accusés de corruption et d'avoir profité de leurs liens avec l'en-



tourage du chef de l'État déchu pour obtenir des avantages ou des marchés publics. Né le 4 janvier 1953 à Ras El Oued, dans la région de Bordj Bou Arreridj (est de l'Algérie), Moussa Benhamadi - ingénieur en informatique - avait été ministre des Télécommunications ; il a été élu en 2002 député du Front de libération nationale. Dans les mois qui ont suivi la chute de Bouteflika, et les procès spectaculaires

qui ont fait suite, il avait été placé en détention préventive dans la prison d'El Harrach le 19 septembre 2019. Il était poursuivi dans une affaire de corruption liée au groupe familial spécialisé dans le montage de produits électroniques Condor Electronics, dirigé par son frère Abderrahmane. Il est décédé en détention à la prison d'El-Harrach, le 17 juillet 2020 à la suite d'une contamination par la COVID-19.

DÉCÈS DU MOUDJAHID ET ANCIEN MINISTRE BOUDISSA SAFI

Les condoléances du premier ministre

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a adressé, avant-hier, un message de condoléances et de compassion à la famille du moudjahid et ancien ministre, Boudissa Safi, décédé à l'âge de 93 ans, dans lequel il a loué les qualités du défunt. "J'ai appris avec une profonde affliction la nouvelle de la disparition du moudjahid et ancien ministre, Boudissa Safi qui s'est éteint après un parcours riche en militantisme, en vouant sa vie au service de notre chère patrie en tant que militant, moudjahid puis cadre compétent", a écrit le Premier ministre dans son message. "Le défunt qui a rallié, dès son jeune âge, les rangs du mouvement national, a joué un rôle important dans la création de premières cellules du Parti du peuple algérien (PPA) et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en France. "Si Safi" était connu également pour être un syndicaliste actif notamment au sein des travailleurs immigrés, ce que lui a valu l'emprisonnement à trois reprises, entre 1951 et 1952, sous prétexte d'activité politique hostile à la France", a ajouté M. Benabderrahmane. "Maîtrisant plusieurs langues étrangères, "Si Safi" dit "Ahmed El-Marikani" a été chargé du

"recrutement des jeunes moudjahidine en Europe. Il était cofondateur avec un groupe de jeunes militants de l'Union des travailleurs algériens", a-t-il rappelé. Après l'indépendance, le défunt a occupé le poste de ministre du Travail en 1963 et a supervisé le lancement de l'opération de planification des coopératives agricoles. "Tout en compatissant à votre douleur en cette pénible circonstance, je ne puis que me rappeler les valeurs de patriotisme, de loyauté et de dévouement du défunt au moment où nous célébrons le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures. Son souvenir restera gravé dans les mémoires de tous ceux qui l'ont connu", a poursuivi le Premier ministre. "En cette épreuve douloureuse, je tiens à présenter aux proches du défunt et à ses compagnons mes sincères condoléances et ma profonde compassion, priant le Tout Puissant de l'accueillir en son vaste paradis et de prêter réconfort et patience aux siens +Et fais la bonne annonce aux endurants, ceux qui disent, quand un malheur les atteint : Certes à Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+", a conclu M. Benabderrahmane.